Revue de presse

Réseau des journalistes africains

Spécialisés sur le développement durable

et le changement climatique

Août 2022

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
http://www.africa21.org / info@africa21.org
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva

Références : FAO, IUCN Red List, UE, UNESCO, COP 27, AIE, COP 15, GIEC, UNFCC, COP 26, UNCCC, REDD+, GWP, ONU Femmes, OMS, CITES, G20.

Table des matières

(Ghana) ; Mangroves Depletion ; The green agenda, August 2022. 4

Ernest Agbota (Bénin) ; A la découverte de la Somone à Thiès au Sénégal ; ORTB, août 2022. 4

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les terres cultivées ont augmenté de 102 millions d'hectares en 20 ans ; Afrik 21, 1 août 2022. 5

Zubaida Ismail (Ghana) ; "Gov't will explore L.I 685 to the latter" – Benito Owusu-Bio reveals as wildlife Closed Season begins ; Zami reports, August 2, 2022. 7

Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : plus de 100 000 personnes signent une pétition contre l'exploitation du pétrole ; Afrik 21, 3 août 2022. 9

Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : Les parcs ont connu plus de feux durant le confinement ; Scivdev, 3 août 2022. 11

Boris Ngounou (Cameroun) ; Gabon : quand l'apiculture réduit la pression communautaire sur la forêt et la faune ; Afrik 21, 4 août 2022. 15

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la technique du biochar, pour la restauration des forêts dégradées ; Afrik 21, 5 août 2022. 17

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le Tchad et la Zambie intègrent le réseau mondial de biosphère de l'Unesco ; Afrik 21, 8 août 2022. 19

Amindeh Blaise Atabong (Cameroun) ; Private road sparks fears for Cameroon's Ebo Forest ; Mangabay, 10 August 2022. 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : les États-Unis promettent leur soutien pour la protection des tourbières ; Afrik 21, 12 août 2022. 27

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : l'Afrique ne reçoit que 12% du financement climatique nécessaire ; Afrik 21, 16 août 2022. 28

Zeina Moneer (Egypt) ; Moving beyond climate coloniality ; MEI, August 16, 2022. 30

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la marginalisation des femmes, un obstacle à l'accès à l'eau ; Afrik 21, 19 août 2022. 34

Edem Dadzie (Togo) ; Station d'épuration de Dakar : Valoriser les sous-produits de l'assainissement ; Le Papyrus, 23 août 2022. 36

Christopher Bendana (Ouganda) ; Harmony on the farm: integrating crops, trees, goats and bees ; Nature, 25 August 2022. 41

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
http://www.africa21.org / info@africa21.org
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun-Rwanda : le tri-sélectif et les poubelles intelligentes font l'unanimité ; Afrik 21, 26 août 2022. 44

Zubaida Ismail (Ghana) ; DCM Chulick urges Ghanaian journalists to raise public awareness about environmental crimes ; August 26, 2022. 46

Rabah Karali (Algérie) ; 10% de la consommation d'énergie finale en moins d'ici 2030, selon l'APRUE par rapport à l'année de référence 2020 ; DZ Charikati, 27 août 2022. 48

John Tsongo (RDC) ; Nord-Kivu : Mise en place du plan d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu, GIZ et ABAKIR à l'œuvre ; 27 août 2022. 51

Boris Ngounou (Cameroun) ; CAMEROUN : les peuples meurtris par le changement climatique, lèvent la voix vers la COP27 ; Afrik 21, 29 août 2022. 54

Victor Gbonegun (Nigeria) ; Experts seek councils' autonomy to boost cities' resilience ; The Guardian, 29 August 2022. 55

Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le braconnage des rhinocéros demeure critique malgré une légère baisse ; Afrik 21, 29 août 2022. 58

Edem Dadzie (Togo) ; Préservation des ressources naturelles : Randonnée dans le sanctuaire du génie protecteur Baï-Sang ! Le Papyrus, 31 août 2022. 60

Boris Ngounou (Cameroun) : COP27 : pour, Sameh Choukri, il faut sortir l'Afrique de l'injustice climatique ; Afrik 21, 31 août 2022. 65

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
http://www.africa21.org / info@africa21.org
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva

(Ghana) ; Mangroves Depletion ; The green agenda, August 2022.

Ghana's mangrove ecosystem, which is home to critically endangered species has reduced from 181 to 72 square meters over 3 decades. This has been occasioned by settlement, dumping of waste, wood-harvesting for fuel and open defecation. There is no law banning such activities. Although CSOs such Hen Mpoanu, IUCN, and ARocha are undertaking regeneration, the rate of depletion is rapid.

To watch the report : https://www.youtube.com/watch?v=xevQTqB5V6c

Ernest Agbota (Bénin) ; A la découverte de la Somone à Thiès au Sénégal ; ORTB, août 2022.

Pour écouter l'émission :
https://drive.google.com/file/d/11adTCIQ2naAFCh9p2Rh2F7_4g5sngv85/view

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les terres cultivées ont augmenté de 102 millions d'hectares en 20 ans ; Afrik 21, 1 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/afrique-les-terres-cultivees-ont-augmentee-de-102-millions-dhectares-en-20-ans/

Selon une récente étude, la surface des terres cultivées est passée de 1,14 milliard d'hectares sur la période 2000-2003 à 1,24 milliard d'hectares sur la période 2016-2019. Soit une augmentation de 102 millions d'hectares, dont 52% sont enregistrés en Afrique. Les scientifiques alertent contre la rapide expansion des terres cultivées en Afrique. Une menace pour la biodiversité et le climat.

Dans une récente étude exploitant les données satellitaires du programme Landsat de l'Agence spatiale américaine (NASA), des chercheurs des universités du Maryland et du Texas aux États-Unis d'Amérique remettent en question la rapide expansion des terres cultivées en Afrique. En une vingtaine d'années (2000-2019), l'Afrique a étendu ses surfaces cultivées de plus d'un tiers, comptant ainsi pour 52% de l'augmentation observée à l'échelle mondiale, soit 102 millions d'hectares. La hausse a été particulièrement rapide dans un petit groupe de pays notamment en Angola, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo (RDC), au Mozambique, ou encore en Zambie.

Cette expansion rapide des terres arables se fait principalement au détriment des forêts et des écosystèmes naturels. La Côte d'Ivoire a par exemple perdu 90% de sa forêt en 60 ans.

Et le phénomène n'est pas prêt à s'arrêter. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime à environ 120 millions d'hectares les besoins de nouvelles terres arables d'ici à 2050 sur le continent. À cela, il faut ajouter l'expansion des pâturages liée à la demande accrue en produits laitiers et en viande.

Privilégier une agriculture intensive et écologique

La population africaine devrait doubler à l'horizon 2050, pour se situer à 2,3 milliards d'habitants selon les projections des Nations unies. Pour nourrir cette population en forte croissance, les agriculteurs africains sont invités à pratiquer des techniques intensives et écologiques, afin de réduire leur empreinte sur le climat et les milieux naturels.

Les experts préconisent entre autres, la transformation des systèmes de production agricole, la modification des habitudes alimentaires ainsi que la réduction des pertes et des gaspillages. « Contrairement à ce que l'intuition suggère, les systèmes alimentaires en Afrique émettent globalement beaucoup plus de gaz à effet de serre qu'en Europe et aux États-Unis, à cause notamment de la faible productivité de l'agriculture et de l'importance de la déforestation, » indique l'étude.

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
http://www.africa21.org / info@africa21.org
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva

Zubaida Ismail (Ghana) ; "Gov't will explore L.I 685 to the latter" – Benito Owusu-Bio reveals as wildlife Closed Season begins ; Zami reports, August 2, 2022.

To access the article : https://zamireports.com/govt-will-explore-l-i-685-to-the-latter-benito-owusu-bio-reveals-as-wildlife-closed-season-begins/

The institution of a closed season, which forbids the hunting, capturing or destroying of wild species throughout the country between the first of August and the first of December, is the result of research carried out in the early 1970s by Ghana's Wildlife Division in Forest Reserves and Protected Areas. Anyone caught hunting, capturing or destroying wild species in any region of the country during these months is subject to prosecution by the government, which is supported by the Wildlife Conservation Regulations, L.I. 685 of 1971.

"The study made it abundantly clear that most animals between the months of August and December are either pregnant or have just given birth, and they are often accompanied by very young offspring who need their parents to take care of them because, for some animals, it takes about a month after birth before they can stand on their own." Bernard Asamoah Boateng, director of the wildlife division reveals. "Thus, a mother's care is necessary. In order to conserve the animal population, it was decided to implement a close season."

The Deputy Minister of Lands and Natural Resources, Mr Benito Owusu-Bio, at the announcement of the 2022 closed season at the Accra Zoological Gardens reaffirmed the government's resolve to explore the Legislative Instrument to the latter in the event that citizens' actions violate the law and endanger the nation's flora and fauna.

"During this period, the hunting, capturing or destroying of any wildlife species is absolutely prohibited. The only animal that could be hunted during the Close Season is the grasscutter (greater cane rat) but with a valid license issued by Wildlife Division. Any person who contravenes any provision of these regulations shall be guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine" says Mr Owusu-Bio.

The 2022 World Wildlife Day celebration, which was held on March 23, drew attention to the conservation status of some of the most critically endangered species of wild fauna and flora and drove discussions toward implementing solutions to conserve them, according to the deputy minister in charge of forestry speaking on the theme "Recovering Key Species for Ecosystem Restoration," Mr Owusu-Bio.

"In recent times, the Forestry Commission has witnessed increased cases of poaching and destruction of wildlife species in most of the 21 Protected Areas (PAs) in Ghana. Indiscriminate hunting, bushfires and unregulated farming activities are other ways through which wildlife is destroyed. Poaching activities if not checked will bring some of the wild animal species under serious threat of extinction.

The nation's woodlands are homes to endangered species like the African savannah elephant, pangolins, bongo, and seabed cat according to the IUCN REDDLIST. Consequently, the need to jealously safeguard our animals in order to preserve biological diversity.

Trophy hunting, a practice that is seen as dangerous to the wild population, may not be common in the West African nation. But the population of the country's wild animals, such as the royal antelope, harnessed bushbuck, maxwell's duiker, black duiker, and brushtail porcupine, is being impacted by domestic celebrations, consumption, and export.

"In accordance with its enforcement protection mandate, the Division detained 144 poachers from the various reserves and protected areas last year. Of them, 57 cases resulted in successful prosecutions, while the remaining cases are still being investigated." Mr Boateng indicates that In order to stop the rapid depletion of those resources, "We want to utilize this platform to ask for your assistance in the battle against unlawful hunting."

The Wildlife Division engages in a variety of actions to ensure the sustainable exploitation of wildlife heritage, including conservation education and awareness raising in communities and schools across all sixteen regions of the country.

“In order to prevent private wildlife exporters from collecting wild animals in their natural habitats for export, 8 breeding facilities have been licensed. Additionally, two ranches have received permits to advertise for local private zoos. All in an effort to help the wildlife division’s drive to educate and raise awareness of the need to modify beliefs and practices towards this animal species, as well as to offer career possibilities for our team and young people,” Mr Boateng adds.

As the world battles heatwaves, Chief Fire Officer of the Ghana National Fire Service Edwin Ekow Blankson urged citizens to stop any activities that would cause the nation’s forests and reserves to catch fire in a message read on his behalf.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : plus de 100 000 personnes signent une pétition contre l’exploitation du pétrole ; Afrik 21, 3 août 2022.

Pour accéder à l’article : https://www.afrik21.africa/rdc-plus-de-100-000-personnes-signent-une-petition-contre-lexploitation-du-petrole/

La République démocratique du Congo (RDC) passe outre les inquiétudes suscitées par ses nouveaux projets énergétiques. Le président Félix Tshisekedi a lui-même lancé le 28 juillet 2022 les appels d'offres pour l’attribution aux enchères de 30 blocs

pétroliers et gaziers couvrant une zone de plus de 240 000 km² qui empiète sur plusieurs régions forestières et parcs nationaux. Craignant une catastrophe écologique, plus de 100 000 personnes ont signé une pétition demandant au président RD congolais, de mettre fin à ces projets pétroliers.

La République démocratique du Congo (RDC) vient de mettre aux enchères 30 blocs pétroliers et blocs gaziers. Les appels d'offres internationaux y relatif ont été lancés officiellement le jeudi 28 juillet 2022 à Kinshasa par la plus haute autorité du pays, le président Félix Tshisekedi. « Je rassure ici nos partenaires sur notre détermination à mener des travaux d'exploitation et d'exploration à l'aide des moyens technologiques les plus modernes qui protègent l'environnement, la faune et la flore et préservent les écosystèmes ainsi que les équilibres écologiques », déclare le président RD congolais.

Félix Tshisekedi répond ainsi aux organisations de protection de la nature, qui appellent le gouvernement à annuler la mise en vente de ces blocs couvrant une zone de plus de 240 000 km². Ces blocs empiètent sur plusieurs régions forestières et parcs nationaux. « Cette vente aux enchères ne se contente pas de tourner en dérision l'image de la RDC en tant que solution à la crise climatique, elle expose les Congolais à la corruption, à la violence et à la pauvreté qui accompagnent inévitablement la malédiction du pétrole », s'indigne Irène Wabiwa, chef de projet international pour la campagne sur les forêts du bassin du Congo à Greenpeace Afrique.

L'exploitation du pétrole dans des tourbières

Dans une pétition remise le 25 juillet 2022 par des militants de Greenpeace Afrique à la présidence de la RDC, plus de 100 mille personnes demandent au président Félix Tshisekedi, de mettre fin à l'exploitation de nouveaux champs pétroliers et gaziers dans le pays.

La pétition initiée par Greenpeace Afrique, Rainforest Foundation UK et Rainforest Rescue, stipule que le gouvernement de la RDC s'approche d'un point de non-retour. « Le gouvernement veut sacrifier de vastes zones de la forêt tropicale et des tourbières du Congo pour le pétrole. Ce serait un désastre absolu pour le climat, la biodiversité et les populations locales. », indique la pétition.

Selon les données du gouvernement, la vente des 27 de blocs pétroliers devrait rapporter près de 2000 milliards de dollars américains au pays. Les autorités veulent utiliser ces recettes pétrolières pour accélérer le processus de développement et améliorer les conditions de vie des populations congolaises.

Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : Les parcs ont connu plus de feux durant le confinement ; Scivdev, 3 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/news/madagascar-les-parcs-ont-connu-plus-de-feux-durant-le-confinement/

Un feu de brousse à Madagascar. Crédit image: SDN / R. Razafison

[ANTANANARIVO] Les feux à l'intérieur des aires protégées de Madagascar ont connu une augmentation de 76-248 % durant le confinement lié à la COVID-19 en 2020.

C'est ce que révèle une récente étude publiée dans la revue Nature Systainability. Cette étude indique que l'augmentation des feux a été répertoriée entre les mois de mars et juillet ; ce qui coïncidait avec les restrictions imposées pour tenter d'endiguer la propagation de la maladie à coronavirus sur l'étendue du territoire.

« Notre étude s'est intéressée à la situation des 114 aires protégées de toutes les catégories de gestion. Notre démarche a ainsi porté sur celles gérées par Madagascar National Parks (MNP) et celles sous les différents types de contrat de gestion avec des organisations et

associations malgaches », précise Johanna Eklund de l'université d'Helsinki en Finlande, principale auteure de l'étude.

"Le suivi des images satellitaires puis les systèmes d'alertes précoces, la mobilisation communautaire et la lutte active sont des piliers de la gestion des feux dans les aires protégées à grande superficie"

Serge Ratsirahonana, FAPBM

Les chercheurs expliquent que la croissance des feux durant le confinement était en majeure partie attribuée à l'absence sur le terrain des agents et des patrouilleurs qui avaient dû rester chez eux.

Chaque année, les feux provoquent d'importants dégâts dans le pays. Crédit photo : SDN / R. Razafison.

« Il semble que les programmes d'activités communautaires aient dû s'estomper durant ce temps. Le chevauchement entre l'excès de feux et la suspension des activités sur les sites suggère un mécanisme causal. La prévention du feu à l'intérieur des aires protégées dépend de ces activités », souligne la chercheure. Chaque année, les feux causent d'importants dégâts sur la Grande Île, même si cette dernière ne connaît pas la canicule. Ces fléaux sont en partie responsables de la perte de la faune et de la flore du pays où entre 50 000 et 100 000 hectares de forêts sont perdus tous les ans.

Feux précoces

En raison de difficultés diverses, dont le crucial problème d'accès, le système d'aires protégées du pays, vaste de plus de 6 millions d'hectares, forme le plus souvent un terrain propice au déclenchement et à la propagation des feux dévastateurs.

Le 10 juin 2022, la Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) a organisé son premier webinaire focalisé sur la gestion des feux dans les aires protégées.

A en croire les explications de Brice Funk Lee Rakotozafy, chef de l'aire protégée Ibity, il existe des feux d'origine naturelle et anthropique.

« Les feux naturels prennent source à l'intérieur de l'aire protégée tandis que les feux anthropiques viennent de l'extérieur des aires protégées », explique-t-il.

Il ajoute que les feux naturels sont généralement de faible surface, par exemple de 50 m² de diamètre, formant des mosaïques à l'intérieur de l'aire protégée, tandis que les feux anthropiques sont de grande surface. Pour ce site à forte densité de savane et de forêts de plantes pyrophytes (qui ont besoin du feu pour se renouveler) situé à 180 km au sud d'Antananarivo et géré par Missouri Botanical Garden, la meilleure protection contre les feux repose sur un suivi minutieux de l'historique d'images satellites et des cartographies du site.

Notamment à l'aide de cartes d'évolution des surfaces des bois, de cartes de la fréquence des feux, de cartes de localisation des zones de pénétration de feu dans l'aire protégée et de cartes des feux naturels.

Agents de parcs et population mobilisés pour combattre le feu. Crédit photo : ministère de l'Environnement et du développement durable.

Ainsi, durant les périodes de confinement, les patrouilles et la sensibilisation communautaire ont été fortement renforcées par rapport à la période précédente.

Le survol par drone de l'aire protégée a également été multiplié, à la fois pour des fins de surveillance et d'intimidation.

Suivi par satellite

Selon MNP, gestionnaire d'un réseau de 43 parcs nationaux, les principales causes du feu sont le défrichement et les feux de végétation.

Pour y faire face, un système d'information important a été mis en place pour prévoir et réagir rapidement à l'occurrence des feux.

Il comprend le suivi journalier par satellite et via les agents de terrain et la cartographie des risques de feux sur la base d'analyses multivariables (historique, climat, démographie, occupation du sol, etc.).

La surveillance fait partie du quotidien du personnel des aires protégées. Crédit photo : ministère de l'Environnement et du développement durable.

« Nous avons un plan de gestion de feux, qui catégorise les sites à feux. Chacun des sites dispose d'un plan stratégique de gestion de feu qui inclut la prévention (patrouille, sensibilisation, pare-feu, etc.) et la lutte active (brigade de feu, etc.) », souligne Aroniaina Rajaonarivo, chargé des opérations auprès du MNP.

Pour Serge Ratsirahonana, responsable du suivi-évaluation au sein de la FAPBM, « l'expérience de MNP démontre que le suivi des images satellitaires puis les systèmes d'alertes précoces, la mobilisation communautaire et la lutte active sont des piliers de la

gestion des feux dans les aires protégées à grande superficie ». L'expert recommande ainsi le géoportail promu par le ministère de l'Environnement et du Développement durable en ce qui concerne les images satellites. La source donne accès à des images satellitaires à jour sur toute la Grande Île.

D'après Johanna Eklund, le résultat de la recherche démontre clairement l'impact dramatique des interruptions de gestion et indique qu'il serait important pour les hommes politiques de considérer la gestion des aires protégées comme un service essentiel ayant besoin de se maintenir durant les confinements et les restrictions de voyage.

« Par-delà la pandémie, je crois que le résultat de notre étude pourrait fournir un éclairage supplémentaire sur les négociations en cours quant à l'après-cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 », conclut-elle.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Gabon : quand l'apiculture réduit la pression communautaire sur la forêt et la faune ; Afrik 21, 4 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/gabon-quand-lapiculture-reduit-la-pression-des-communautes-sur-la-foret-et-la-faun/

Dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et de la Ngounié, situées respectivement au nord-est et au sud du Gabon, les communautés locales sont initiées à la pratique de

l'Apiculture. Financé par l'Union européenne (UE) et réalisé par Conservation Justice, le programme de Renforcement de l'application de la loi sur la faune et la flore (Ralff), vise à réduire l'empreinte des communautés locales sur la forêt et la faune.

Les communautés rurales de l'Ogooué-Ivindo et de la Ngounié deux provinces situées respectivement au nord-est et au sud du Gabon, ont désormais une alternative efficace face au braconnage et à la coupe illégale du bois. Après avoir été inventoriées, ces communautés ont été formées à la culture du miel (apiculture). L'équipe d'experts composée des membres de Conservation Justice, Muyissi Environnement, Blessing Of The Forest et Apiculture Service Gabon a ensuite supervisé l'installation de ruches au bénéfice de ces communautés.

Ces activités sont menées dans le cadre du programme de Renforcement de l'application de la loi sur la faune et la flore (Ralff). Un projet financé par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre depuis 2014 par l'organisation de protection de la nature, Conservation Justice. Le programme Ralff vise à soutenir le gouvernement en mettant en œuvre des alternatives face au trafic de la faune sauvage et l'exploitation illégale des forêts.

L'apport écologique de l'apiculture

En voltigeant de fleur en fleur à la recherche du nectar, les abeilles catalysent la pollinisation des essences, contribuant ainsi à la régénération et à l'essor des forêts. Elles constituent aussi un attrait économique à travers la production de miel et le développement de l'apitourisme comme activité touristique secondaire. Par ailleurs, des essais sont en cours, pour utiliser les abeilles comme barrière vis-à-vis des intrusions d'éléphants dans les plantations villageoises.

Selon des données fournies par Conservation justice, la production mondiale du miel en 2019 s'est chiffrée à 1,8 million de tonnes, et la demande demeure croissante. L'installation de ruches dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et de la Ngounié devrait permettre la production d'un miel de qualité supérieure fortement demandé sur le marché local et international. Les revenus générés par la vente du miel et autres produits de la ruche (brut ou transformé : cire, bougies, cosmétiques et propolis) permettra aux communautés de subvenir à certains de leurs besoins et de développer des activités connexes essentielles au développement communautaire.

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la technique du biochar, pour la restauration des forêts dégradées ; Afrik 21, 5 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/cameroun-la-technique-du-biochar-pour-la-restauration-des-forets-degradees/

L'association Forêts et développement rural (Foder), lance un projet expérimental de restauration de terres à l'aide de la technique du biochar au Cameroun. La forêt communale de Minta, située dans la région du Centre est le site d'expérimentation. En cas de résultats satisfaisant la technique du biochar sera reproduite dans les autres forêts communales du Cameroun. Le projet financé par le Japon s'inscrit dans le cadre de l'initiative AFR 100, visant à restaurer plus de 100 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici 2030.

Des opérations de plantation d'arbres et de restauration de terres ont été lancées le 29 juillet 2022 à Minta, une commune située dans la région du Centre au Cameroun. La forêt communale de Minta, établie sur une zone de transition entre la forêt et la savane, se trouve dans un état de dégradation, dû à de nombreuses années d'exploitation forestière et de culture mécanisée du maïs.

Afin de réhabiliter le couvert végétal de la région, l'association Forêts et développement rural (Foder) procède à la plantation d'arbres, suivant la technique du biochar. Il s'agit d'un matériau poreux et de faible densité dont l'incorporation dans le sol augmente la porosité et

l'aération du sol, le rendant ainsi propice au développement racinaire des plantes. Cette propriété peut être exploitée pour croissance rapide des plants mis en pépinières.

Le Moabi, le Fraké, le Djansang, le Pachi, le Bibolo, le Bubinga, la mangue sauvage et l'allanblankia sont les essences identifiées pour le reboisement de la forêt communale de Minta. « Ces espèces utilisées pour le reboisement sont celles qui poussent déjà dans la localité, en milieu naturel. Nous les avons choisies car elles offrent un double avantage, à savoir la collecte du matériel génétique (graines ou sauvageons) pour la pépinière, et l'adaptation aux conditions climatiques de la localité », indique Clovis Nzuta, assistant projet à Foder et responsable du processus de reboisement de la forêt communale de Minta.

Le financement japonais

Le projet de reboisement et de restauration de la savane dégradée de Minta, soutenu par le ministère camerounais de l'Environnement, de la protection de la nature et du Développement durable (Minepded), et financé par la Japan Forests Technology Association (Jafta). Selon le délégué départemental du Minepded, Armand Djomo Ambassa, si l'expérience de Minta est concluante, elle sera répliquée dans l'ensemble des forêts communales du domaine national au Cameroun.

Cette action participe de l'engagement du Cameroun dans la réalisation de l'initiative AFR 100, visant la restauration de 12 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici à 2030.

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le Tchad et la Zambie intègrent le réseau mondial de biosphère de l'Unesco ; Afrik 21, 8 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/afrique-le-tchad-et-la-zambie-integrent-le-reseau-mondial-de-biosphere-de-lunesco/

Les parcs nationaux de Sena Oura au Tchad et de Kafue en Zambie intègrent le réseau mondial de biosphère de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). L'arrivée cette année du Tchad et de la Zambie au sein du réseau de biosphère de l'Unesco porte ainsi à 89, le nombre de réserves africaines présentes au sein du réseau mondial.

Le Tchad et la Zambie, situés respectivement au centre et au sud de l'Afrique, font leurs premiers pas au sein du réseau mondial de biosphère de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Ajoutés à la Géorgie en Europe de l'Est, ces États africains constituent les trois pays qui intègrent pour leur première fois le réseau mondial de biosphère de l'Unesco.

« Je suis ravie de voir trois nouveaux États membres se joindre cette année à ce réseau utile et puissant. Grâce à ces nouvelles désignations, les réserves de biosphères de l'Unesco couvrent désormais une surface protégée de plus 1,3 million de km² à l'échelle mondiale », déclare Audrey Azoulay, la directrice générale de l'Unesco. Lors de la 34e session du Conseil de l'Unesco, tenue du 13 au 17 juin 2022 au siège de l'organisation à

Paris en France, c'est un total de onze nouvelles réserves de biosphère situées dans neuf pays, qui a été approuvé. Avec ces nouvelles désignations, le réseau mondial des réserves de biosphère compte 738 sites dans 134 pays.

Réserve de biosphère de Sena Oura

Située au sud-ouest du Tchad près de la frontière avec le Cameroun, la réserve de biosphère de Sena Oura est la première réserve de biosphère du Tchad. Crée en tant que parc national le 10 juin 2008, elle couvre une surface de 735,2 km² constituant les derniers vestiges intacts de la savane soudanaise du pays et abrite des éléphants, des élans de Derby et des girafes. Grâce à la profusion de terres fertiles et aux conditions agroclimatiques favorables, l'agriculture traditionnelle et l'élevage du bétail en particulier assurent la subsistance de près de 90 % de la population locale.

Réserve de biosphère des marais de Kafué

Couvrant une surface d'environ 22 400 km², la réserve de biosphère des marais de Kafué traverse plusieurs districts d'importance archéologique et historique, ainsi qu'un site Ramsar et une zone importante pour les oiseaux. Située à l'Ouest de la Zambie, il s'agit du plus ancien et le plus grand des parcs nationaux de ce pays d'Afrique australe. Elle abrite plus de 400 espèces aviaires et plusieurs mammifères, dont le zèbre, le buffle, l'hippopotame et le lechwe endémique de Kafué.

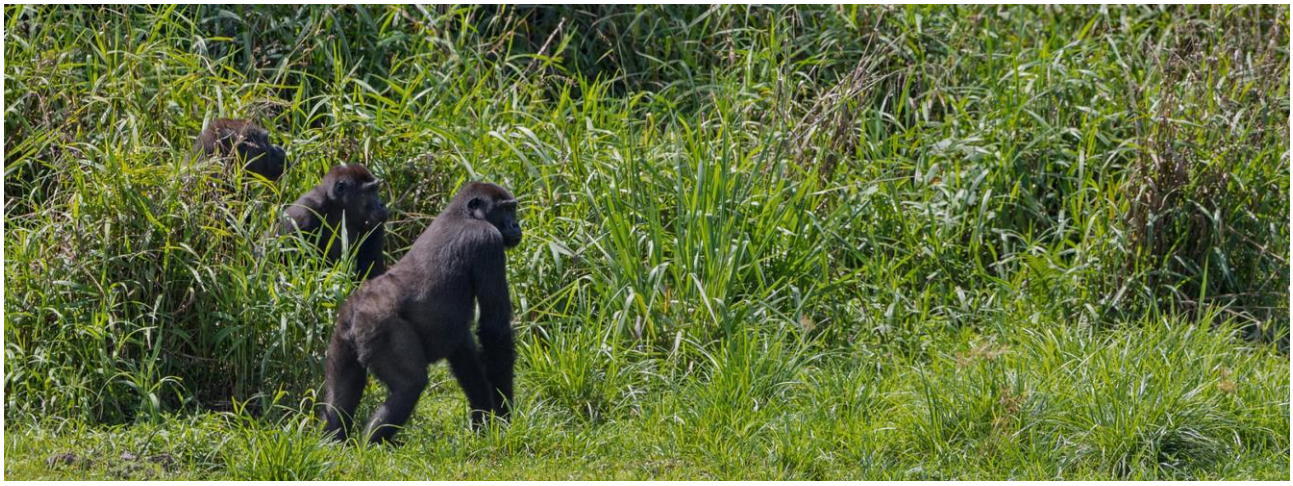
L'Afrique au sein du réseau mondial de biosphère

Après l'intégration du Lesotho et de la Libye en septembre 2021, l'arrivée cette année du Tchad et de la Zambie au sein du réseau de biosphère de l'Unesco porte ainsi à 89, le nombre de réserves africaines, et à 35 le nombre de pays africains présents au sein du réseau mondial.

Les réserves de biosphère sont un pilier du mandat de l'Unesco en tant qu'agence scientifique des Nations unies. Elles sont au cœur du travail de recherche et de sensibilisation de l'Unesco visant à encourager les pratiques innovantes en matière de développement durable et à favoriser la compréhension, la valorisation et la sauvegarde de l'environnement vivant par les communautés et les États membres de l'organisation.

Amindeh Blaise Atabong (Cameroun) ; Private road sparks fears for Cameroon's Ebo Forest ; Mangabay, 10 August 2022.

To access the article : https://news.mongabay.com/2022/08/private-road-sparks-fears-for-cameroons-ebo-forest/



Gorillas in Cameroon. Ebo is home to many threatened species, including forest elephants, gorillas and a population of Nigeria-Cameroon chimpanzees. Image by Gregoire Dubois via Flickr (CC BY-NC-SA 2.0).

Bulldozers have opened around 40 kilometers (25 miles) of dirt road into the heart of the biodiverse Ebo Forest in southwestern Cameroon, raising fears this will accelerate illegal logging and poaching.

A group of local politicians and businessmen is backing the road, which is being built without consultation with communities around the forest, an environmental impact assessment, or planning permission.

Cameroonian and foreign conservation groups have written an open letter to the EU, the U.S. and other donors asking them to intervene.

Cameroon's minister for forests and wildlife has reacted by ordering the ministry's regional representative to carry out an immediate investigation — though senior government officials in the area attended a launch ceremony for the project in May.

Since March, bulldozers have opened around 40 kilometers, or 25 miles, of dirt road running north from the village of Kopongo in Cameroon across a forestry concession and into the heart of Ebo Forest. A group calling itself the Ebo Forest Development Committee (CDFE) is behind the project, and says the road is needed to connect villages around Ebo —

communities displaced from the forest proper a generation ago — and stimulate the local economy. Conservationists say the road will serve only to expose the forest to illegal logging. The ministry of forestry purports to know nothing about the entire project.

Ebo Forest covers 200,000 hectares (490,000 acres) of biodiverse lowland and montane forest in southwestern Cameroon. It's home to many threatened species, including forest elephants, gorillas and a population of Nigeria-Cameroon chimpanzees — of particular interest to researchers because of their use of sticks to harvest termites' nests and stones as tools to crack nuts open. People living in the areas surrounding the forest rely on it for food, fuel, and herbs.

An aerial view of Ebo Forest. Image courtesy Daniel Mfossa / San-Diego Global Zoo / GWC.

The CDFE, whose members are drawn from the ranks of local politicians and businessmen, held a ceremony to launch their project in the village of Ndokbaembi in May. In a letter announcing the launch, CDFE executive president Samuel Dieudonné Moth, who is also a member of parliament for Nkam division, said the group had approached undisclosed "private operators" to build the road. A local news outlet, Journal du Cameroun, reported that the road is being built by a logging company.

Moth wrote that the road was “very important and symbolic for the Banen people” who were expelled from Ebo Forest beginning in the late 1950s by colonial authorities during Cameroon’s struggle for independence. Reached by phone, Moth told Mongabay that the CDFE will forge ahead with the road project “even if it means digging it with our hands,” but did not respond to further questions.

May’s launch was also attended by the prefects, or centrally appointed heads, of Sanaga-Maritime and Nkam divisions, where Ebo is located. Journal du Cameroun quoted Nkam’s prefect, Che Patrick Ngwashi, as saying “This road represents development. It will allow populations displaced from their home 60 years ago to return.” He added that “this must not become an open door for uncontrolled logging or poaching.”

But conservationists — and, they say, many Banen in the 40 communities in the area — fear this is precisely what will happen.

In an open letter sent to diplomatic missions including those of the EU and the U.S., and copied to the prime minister of Cameroon, conservation organizations, including the Center for Environment & Development (the Cameroon member of Friends of the Earth), Friends of the Earth Netherlands, Greenpeace Africa, and Green Development Advocates, a Cameroonian organization which works with forest communities on sustainable development, said the road exposes the forest to further illegal logging and settlement while failing to connect existing villages and support local livelihoods.

They say the road is illegal because no environmental impact assessment has been carried out and it is being built through a forest that is, for the moment, unclassified.

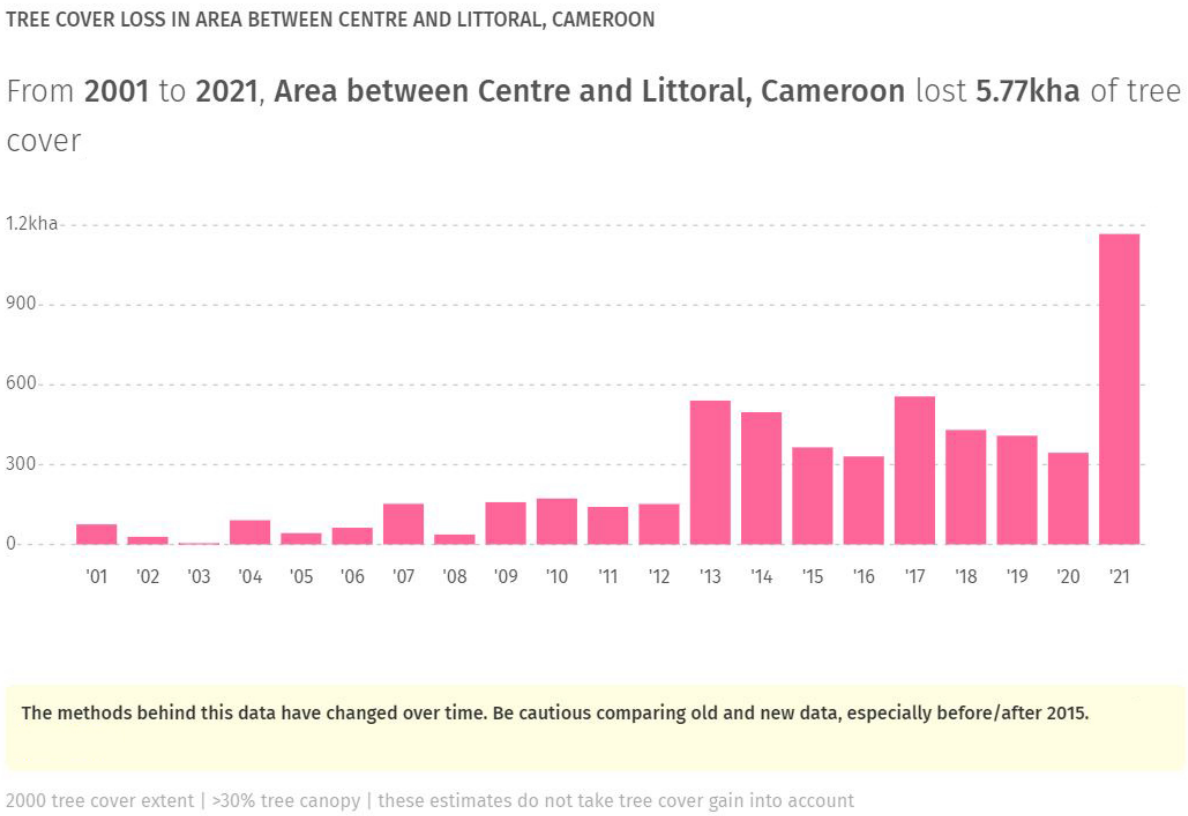
“The narrative from the road builders is that the road will serve local communities, but that is utter nonsense,” Danielle van Oijen, international forest program coordinator at Friends of the Earth Netherlands, told Mongabay. “The road goes right through the middle of Ebo Forest and does not connect villages. Abandoned villages in the northeast of the Ebo Forest area can easily be connected from [that side] and not from the south. The current road benefits the logging company and it makes it easier to haul out logs.”

Van Oijen added that a good road supporting local development is necessary, but it should be routed around Ebo Forest, improving the tracks that already connect the villages. The letter calls on donor countries to both pressure the Cameroonian government to investigate the CDFE’s project and to commit funding to working with communities to develop a better-planned road and other support for local development.

Mongabay contacted the administrative authority in Nkam to verify whether communities had been consulted and the required environmental assessment and other approvals had been filed for the road, but did not receive a response by publication time.

The forest’s status has been in limbo since 2012, when plans to designate it as a national park were shelved in the face of opposition by the majority of local residents, who saw this as permanently alienating them from their ancestral land. In 2020, the government created two logging concessions in the forest, covering 68,000 hectares (168,000 acres), but these were immediately suspended amid an outcry from conservationists.

Data from Global Forest Watch show accelerated forest loss in the logging concession south of Ebo, known as Forest Management Unit 07 002, with more than 1,100 hectares (2,700 acres) of forest cover lost in 2021. Sources with knowledge of the area told Mongabay that it’s currently being logged without an approved management plan.



Tree cover loss in Forest Management Unit 07-002, just south of Ebo Forest, increased sharply in 2021. Source: Global Forest Watch.

As well as approaching foreign embassies, conservationists have been holding meetings with Cameroonian officials to push them to stop construction of the road. Van Oijen pointed out that Cameroon's government has signed multiple pledges and is bound by the Paris climate agreement and the Convention on Biological Diversity.

"Now these words need to be turned into action. If they commit to protecting Ebo Forest and integrate economic development for the villages, they will set an important precedent for Congo Basin forest protection," Van Oijen said. "They need to start putting nature and people first rather than profit for companies and their cronies."

In official correspondence dated July 25, 2022, Jules Doret Ndongo, the minister of forestry and wildlife, asked the regional head of the ministry to investigate.

"I have the honour to ask you to lead to the field, without further delay, a joint regional brigade of the regional forest control service, in order to verify allegations of the construction of a road crossing the Ebo forest and illegal logging under the guise of the construction of this

infrastructure," the letter reads, suggesting that the road does not have formal approval from the central government.

Building a road has to be done within the framework of the law, said Ranece Jovial Ndjeudja, the Congo Basin forest campaign manager at Greenpeace Africa. "The current process is being done without proper community consultation, and does not serve the legitimate aspiration to development of Banen communities," he told Mongabay. "It is important to halt the ongoing process to avoid irredeemable harm to Banen community's interests, to the valuable Ebo Forest and biodiversity."

In 2020, when civil society groups raised the alarm over the imminent destruction of the species-rich forest, the government suspended the logging concessions. It remains to be seen how the government will react to this latest threat as local communities remain silent for now.

Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : les États-Unis promettent leur soutien pour la protection des tourbières ; Afrik 21, 12 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/rdc-les-etats-unis-promettent-leur-soutien-pour-la-protection-des-tourbieres/

Lors de sa visite officielle, du 09 août 2022 en République démocratique du Congo (RDC), le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a reconnu le besoin urgent de préserver la forêt du bassin du Congo. L'autorité a ainsi annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail mixte RDC-États-Unis d'Amérique, dont la mission sera de protéger la forêt tropicale et les tourbières du bassin du Congo.

Le secrétaire d'État américain Antony J. Blinken et le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC) Christophe Lutundula, ont annoncé la création d'un groupe de travail formel pour protéger les forêts et les tourbières du bassin du Congo. C'était le 9 août 2022, à l'issue de leur rencontre à Kinshasa la capitale de la RDC.

S'exprimant aux côtés de son homologue congolais, Blinken a déclaré que Kinshasa peut aider à protéger l'atmosphère terrestre en s'assurant que les projets d'extraction minière et d'extraction de combustibles fossiles n'ont lieu qu'après une évaluation rigoureuse de l'impact environnemental. Avec plus de 50 % de la superficie des forêts de bassin du Congo (2e plus grand massif de forêts tropicales de la planète), la RDC dont le rôle est déterminant

pour la protection des forêts africaines, est cependant plongé dans un projet pétrolier, jugé hostile pour les forêts.

La RDC, un « Pays solution » à la crise climatique ?

Le groupe de travail annoncé par la RDC et les États unis d'Amérique a fait l'effet d'un bluff auprès de plusieurs organisations de protection de la nature. Le projet intervient au moment où la RDC étudie un plan de vente aux enchères de 26 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers. Une décision qui condamnerait le pays et sa riche biodiversité à une destruction irréversible de l'environnement.

« Aucun nouveau projet de combustible fossile n'est compatible avec un monde à 1,5 degré. On ne peut pas extraire du pétrole des tourbières et des aires protégées tout en prétendant être un pays solution » s'indigne Irène Wabiwa Betoko, la responsable du projet international pour la forêt du bassin du Congo chez Greenpeace Afrique.

Dans un communiqué conjoint publié le 10 août 2022, Greenpeace Afrique et Greenpeace USA appellent à la protection des forêts et des tourbières et à la fin de l'expansion pétrolière et gazière en RDC.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : l'Afrique ne reçoit que 12% du financement climatique nécessaire ; Afrik 21, 16 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/cop27-lafrique-ne-recoit-que-12-du-financement-climatique-necessaire/

À environ deux mois de la 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27), un rapport de la Climate Policy Initiative (CPI) met la pression sur les pays riches. Le document publié le 11 août 2022 à Londres au Royaume-Uni indique que l'Afrique ne reçoit que 12% du financement dont elle a besoin pour gérer l'impact du changement climatique. En 2020 le continent a reçu 29,5 milliards de dollars contre 250 milliards de dollars nécessaires.

Un nouveau rapport s'indigne de la faiblesse du financement climatique alloué à l'Afrique. Le continent ne reçoit que 12% du financement dont elle a besoin pour gérer l'impact du changement climatique. Environ 250 milliards de dollars sont nécessaires chaque année pour aider les pays africains à adopter des technologies plus vertes et à s'adapter aux effets de ce phénomène. Mais en 2020, ce financement n'était que de 29,5 milliards de dollars, selon un rapport de la Climate Policy Initiative (CPI), publié le 11 août 2022 à Londres au Royaume-Uni.

Ces données traduisent une fois de plus l'injustice climatique à laquelle l'Afrique est confrontée. Car le continent compte environ un cinquième de la population mondiale, mais produit moins de 3 à 4% de ses émissions de dioxyde de carbone, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Les pays riches sont de plus en plus critiqués pour ne pas avoir tenu leur promesse faite en 2009 lors de la 15e conférence des Nations unies sur le climat (COP15) de Copenhague au Danemark. Les pays du Nord s'étaient engagés en 2009 à porter à 100 milliards de dollars à 2020 l'assistance aux pays du Sud pour s'adapter aux impacts du changement climatique et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette promesse est depuis un sujet récurrent de colère des pays pauvres, premières victimes des impacts du dérèglement climatique, qui dénoncent le manque de solidarité des pays riches, principaux responsables de ce réchauffement.

Faire pression sur les pays à l'approche de la COP27

L'étude publiée par la CPI intervient dans la série des rapports visant à faire pression sur les pays riches pour qu'ils en fassent plus à l'approche des négociations mondiales sur le climat en novembre 2022.

La 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27) s'annonce beaucoup plus comme un rendez-vous mondial de la finance climatique en Afrique.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) adhère lui aussi à l'idée selon laquelle la finance climatique est insuffisante en Afrique. Dans le 3e volet de son 6e rapport climat, consacré à l'atténuation du réchauffement climatique, publié le 4 avril 2022, le Giec constate que les pays en développement peinent à recevoir l'aide multilatérale

promise, mais aussi à attirer les investissements verts privés, qui manquent des garanties publiques adéquates. Pour l'heure, ni les montants, ni les mécanismes financiers ne sont au rendez-vous pour soutenir l'Afrique dans sa transition vers une économie à faible émission de carbone.

Zeina Moneer (Egypt) ; Moving beyond climate coloniality ; MEI, August 16, 2022.

To access the article : https://www.mei.edu/publications/moving-beyond-climate-coloniality

Photo by Ezra Acayan/Getty Images

Introduction

As the first of two consecutive global climate conferences to be held in the Middle East and North Africa region, the 27th Conference of the Parties (COP 27) to the United Nations Framework Convention on Climate Change, set to take place in Sharm el-Sheikh, Egypt in November, could provide a renewed opportunity for international leaders to overcome the

failures of COP 26. The 2021 U.N. Climate Change Conference in Glasgow, Scotland was widely criticized by activists and civil rights groups, particularly from the Global South, for censoring the voices of vulnerable communities on the frontlines of the climate crisis. This censorship disproportionately affected voices from the Global South in a way that perpetuates climate injustice and the legacy of climate coloniality.

What is climate coloniality?

Farhana Sultana has elaborated on the term “climate coloniality” by pinpointing how hierarchical imbalances of power created during the colonial period are reflected in ongoing forms of neocolonialism fueled by global market systems.

The climate crisis is an extension of colonialism’s extractive model, which relied on racist exploitation of forced labor and extraction of natural resources from resource-rich countries in the Global South. Ongoing climate coloniality is maintained through neoliberal extractivism, imperial structures of global trade, and racial capitalism. The “slow violence” inflicted by fossil fuel companies on racialized communities has aggravated climate-related disasters and displacement for the most socially and economically vulnerable in both the Global North and South — those who, paradoxically, are the least responsible for the climate crisis.

False solutions to climate change

Climate initiatives often serve as tools of greenwashing by reframing major players in big tech and fossil fuel industries as champions of sustainability working toward climate solutions, instead of holding them accountable for their role in creating the climate crisis. Rather than addressing the structural causes of global warming, political leaders have latched onto unproven and expensive technological solutions, including agricultural digitalization, genetically modified crops, CO2 capture, and carbon credits. In reality, these technologies benefit a few multinationals and big-tech investors while stripping historically impoverished local communities of their land and disrupting traditional ways of life, thereby entrenching deep-seated injustices and extending the legacy of coloniality.

Agrofuels and REDD+: Reinforcing neocolonial structures of power

The problems with these neocolonial technological “solutions” to climate change have become clearer over time. For example, it is increasingly argued that the carbon released by converting arable land and forests to monocultures for agrofuel production outweighs the net greenhouse gas (GHG) savings. While converting arable land from producing food to fuel serves the interests of governments seeking to meet their GHG reduction targets, it comes at the expense of smallholder farmers and indigenous communities, who suffer from land dispossession, mass displacement, food insecurity, and deteriorating working

conditions. As such, biofuel production glosses over abuses and violation of human rights by governments and/or development corporations.

Similar problems have affected the Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD+) scheme, introduced in 2010 by the U.N., which aims to ensure the sustainable management of forests and combat carbon emissions from deforestation. The program's centerpiece is a carbon trading mechanism that creates financial value for carbon stored in forests, and both governments and private corporations are able to contribute to associated mitigation activities. In essence, REDD+ commodifies and sells forests as carbon offsets for polluters from the Global North, enabling them to launder their carbon pollution in the Global South in a way that exacerbates pre-existing social exclusion and reinforces neocolonial structures of power.

This is particularly true given the fact that most REDD+ projects are based in low-income countries that are most vulnerable to climate change in the Global South where forest conservation is being commoditized. This allows industrialized countries and international corporations to meet part of their emissions reduction targets through REDD+ credits even as they continue to burn fossil fuels and release carbon elsewhere. As such REDD+ projects reframe forests as mere trees that can be traded without regard to their broader value on cultural, spiritual, and livelihood grounds. Meanwhile, local communities are viewed as hindrances to "nature conservation" and threats to the forest.

REDD+ advocates thus place the blame for deforestation on local farmers and traditional land use practices such as "slash-and-burn" agriculture, even though they are unable to halt the real drivers of deforestation and in fact hasten them by expanding industrial palm-oil plantations and infrastructure projects. More broadly, the climate crisis is viewed not as a historical problem rooted in the fossil-fuel-based capitalist development system but rather as a market problem to be addressed by the same economic mechanisms that created it in the first place.

Decolonizing the climate crisis

Decolonization is thus a key part of tackling the climate crisis. By decolonizing the discourse around climate, a different story can be told, one that breaks from the hegemonic Western narrative portraying the Global North as "saving" the Global South from climate change. This entails raising awareness about new forms of colonialism, such as carbon offset initiatives, that continue the plunder and exploitation of natural resources and cheap labor in the Global South.

In addition to recognizing the capitalist control of the climate discourse, as well as its financing and solutions, there is a pressing need to decolonize the discourse by pluralizing knowledge production. This includes re-evaluating the dominant Eurocentric understanding

of the climate crisis and acknowledging “othered epistemologies” that emphasize indigenous or traditional knowledge and are produced by those suffering from severe climate harms. Above and beyond acknowledging that there are many ways of understanding the climate crisis, it is equally important to decolonize it at the material and praxis level as well.

More broadly, we need to consider a radical transformation of how our economy is organized and functions. Under hegemonic neoliberal rationality, the climate crisis has been reduced to an economic issue that can be solved solely by market mechanisms. With its focus on pursuing privatization, deregulation, and tax and government subsidy cuts, neoliberalism liberated corporations to keep looking for fossil fuels and accumulating profits. Any attempt to hold polluters accountable is met by greenwashing, hollowing out democracies and entrenching the power of elites at the expense of environmental rights and people’s health.

Challenging the dominant epistemologies and the “lived experiences” of climate coloniality requires amplifying the voices of front-line and disadvantaged communities and those that are the most affected by the climate crisis in climate planning and policy making. For these communities to be heard, they need to stand together, build solidarities with other resistance groups that share similar aspirations, and create the leadership capacities and organizational resources needed to navigate uncertain political contexts and transform climate action into meaningful policy changes.

Shaking off the colonial legacy thus requires a political transition as much as a paradigm shift. Only once this happens can we start thinking about just and feasible solutions to the climate crisis and finally put the false, flawed, and self-defeating ones that have been adding to the growing list of what Gills and Morgan call “successful failures” behind us.

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la marginalisation des femmes, un obstacle à l'accès à l'eau ; Afrik 21, 19 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/cameroun-la-marginalisation-des-femmes-un-obstacle-a-lacces-a-leau/

La non-implication des femmes et des jeunes filles dans le secteur eau et climat entrave les efforts du Cameroun vers l'accès universel à l'eau. Le Partenariat national de l'eau du Cameroun (GWP-Cmr), en collaboration avec le ministère camerounais de la promotion de la Femme et de la Famille et ONU Femmes ont organisé un café genre le 17 août 2022 à Yaoundé, pour l'inclusion des femmes dans les cercles de décision sur le secteur eau et climat.

Les arrangements institutionnels relatifs à la mise en valeur et à la gestion des ressources en eau tiennent rarement compte du rôle primordial des femmes comme principales utilisatrices d'eau et gardiennes du milieu vivant. Un manquement qui entrave considérablement l'atteinte des objectifs en termes d'accès à l'eau et de résilience climatique. C'est le constat fait au Cameroun par le Partenariat national de l'eau du Cameroun (GWP-Cmr).

Pour inverser la tendance, GWP-Cmr et ses partenaires que sont le ministère camerounais de la promotion de la Femme et de la Famille (Minproff) et ONU Femmes militent pour l'inclusion des femmes et des jeunes filles dans le secteur eau et climat. Lors d'un café

genre organisé à Yaoundé (capitale du Cameroun) le 17 août 2022, ces trois entités ont sensibilisé les parties prenantes sur les pesanteurs socio-culturelles, et les obstacles liés à la prise en compte du genre dans le secteur eau et climat. Le système patriarcal n'accorde pas la parole aux femmes. Elles ont des connaissances qu'elles voudraient bien partager, mais ne l'osent pas, à cause de la timidité et du manquent de confiance en soi qui les caractérise, du fait de leur éducation en famille », explique Murielle Elouga du GWP-Cmr.

Les études menées par l'organisation relèvent une distribution des rôles sociaux désavantageuse pour les femmes en matière d'approvisionnement en eau pour le ménage. Les modes d'accès et de gestion du foncier sont encore tributaires d'une logique coutumière et patriarcale (74,4% d'hommes sont propriétaires fonciers contre tout juste 39,6% de femmes. Les femmes sont exposées aux crises sécuritaires et la pression démographique sur les ressources hydrauliques et foncières.

Inclure l'approche genre dans les politiques de l'eau

Les trois régions septentrionales du Cameroun (l'Adamaoua, le Nord, et l'Extrême-Nord) font partie des principales zones d'étude du GWP-Cmr. Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ces trois régions ont besoin d'environ 7 500 forages pour être à l'abri du manque d'eau potable. Une dure réalité qui résulte de la faible pluviométrie dans cette partie septentrionale du Cameroun, qui connaît seulement 30 à 100 jours de pluie par an.

Pour éliminer efficacement le stress hydrique dans les communautés camerounaises, une conséquence du changement climatique, les études menées par le GWP-Cmr recommande entre autres la révision des politiques en matière d'eau afin d'inclure des approches transformatrices de genre qui non seulement reconnaissent les inégalités systématiques entre les hommes et les femmes, mais qui s'attaquent aux causes profondes de ces inégalités.

Les études réalisées par le GWP-Cmr s'inscrivent dans le cadre du programme Eau, climat, développement et genre (WACDEP-G) mis en œuvre par le Global Water Partnership – Central Africa (GWP-Caf). WACDEP-G vise à promouvoir l'approche transformateur genre dans le secteur eau et climat, adressant les inégalités entre les sexes. Le programme, qui a démarré en 2020, pour une durée de trois ans (2020-2022) comprend, des activités de renforcement des capacités des femmes dans le secteur de l'eau et du Climat, le partage des connaissances, l'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'eau et du climat et la mobilisation des fonds.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Station d'épuration de Dakar : Valoriser les sous-produits de l'assainissement ; Le Papyrus, 23 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://lepapyrus.info/station-depuration-de-dakar-valoriser-les-sous-produits-de-lassainissement/

Au cœur de la ville de Dakar, à l'endroit le plus bas, se localise la station de traitement des eaux usées issues des ménages. La mise en place de cette infrastructure empêche ces eaux de se retrouver dans la nature, ce qui polluerait l'environnement et représenterait de gros risques pour la santé humaine. Les plus de 3 millions d'habitants de la capitale sénégalaise utilisent quotidiennement des quantités importantes d'eaux.

Le traitement des eaux usées est une technique innovante qui peut aider à gérer les multiples problèmes auxquels doivent faire face les pays en matière de gestion des ressources en eau. Selon le Dr Aïda Diongue-Niang, auteure principale du Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (Giec), au niveau mondial, on dispose de 1 380 000 000 km3 de ressources en eau. Malheureusement, moins de 2% (1,8%) représente l'eau douce.

En dehors des pénuries physiques (insuffisance de la ressource en eau) auxquelles doivent faire face les pays, il y a aussi les pénuries économiques (manque de moyens financiers suffisants pour mobiliser assez d'eau en faveur des populations) qui les frappent. « La réutilisation de l'eau, et la collaboration entre les différentes politiques (eau, environnement,

agriculture etc…), est une solution », pense Dr Boubakar Barry, conseiller scientifique au sein du secrétariat exécutif du 9e Forum mondial de l'eau tenu à Dakar en 2022.

On ne peut pas encore dire que la ville de Dakar est à la pointe de la technologie, mais, c'est l'une des rares villes africaines qui a compris que les eaux usées peuvent encore servir pour un certain nombre d'usages. Même si pour le moment ces eaux usées ne retournent pas vers les verres d'eaux, le traitement qui est fait permet d'éviter les problèmes environnementaux, et sert pour certaines activités comme le maraîchage.

A Dakar, le traitement des eaux usées se fait selon les normes

Dans la station d'épuration de Dakar, on ne traite que les eaux usées domestiques. Il y a un grand projet qui est en cours à travers lequel l'on va récupérer l'ensemble des eaux usées des industries qui seront amené dans une autre station et qui seront traitées selon les normes requises. « Ce que vous voyez ici s'appelle une fosse Abattar. L'ensemble des eaux usées qui arrivent à la station vont être dirigées vers la fosse Abattar. Il y aura ensuite un grapin qui va récupérer tout ce qui est déchet solide. En effet, beaucoup de déchets solides parviennent à la station. Il faudrait donc les piéger ici et les récupérer. Cette partie de l'usine est une extension qui va permettre de traiter 92 000 m3 d'eaux usées par jour. Lorsqu'on a construit l'ancienne usine, on tournait autour de 22 000 à 23 000 m3 d'eaux usées par jour. Actuellement nous sommes presque à 46 000 m3 d'eaux usées par jour », nous a confié Ibrahima Mendès, chef section assainissement industriel, lors d'une visite guidée.

« Il fallait donc faire une extension tout en tenant compte du débit d'eau qui viendra après. Parce qu'à la fin de l'extension, on va certainement accélérer les branchements au niveau des ménages. Cela va nous amener beaucoup d'eaux. Non seulement l'usine augmente en capacité, mais aussi, on essaie de gérer d'autres aspects ; notamment les nuisances olfactives (les odeurs). Cette usine sera entièrement couverte, surtout les parties qui vont dégager des odeurs, et il y aura des unités de traitement », affirme Ibrahima Mendès.

À la suite de la fosse Abattar il y a ce qu'on appelle les vis d'Archimède. L'on distingue 9 sur le site, et chaque vis d'Archimède a été complètement isolé. Cela permet de ne plus arrêter l'ensemble de l'usine lorsque l'on veut intervenir sur une vis d'Archimède. Désormais, l'usine peut fonctionner 24h/24. Il est possible faire des travaux de maintenance sans être gêné par cet aspect. Comment se fait alors la récupération des eaux usées auprès des ménages ? « Le point où nous nous trouvons n'est pas anodin. C'est le point 0 de Dakar, le point le plus bas. Nous récupérons certaines eaux usées des ménages par pompage, parce que ce sont des points bas. Mais tout le reste se fait à travers des conduites qui arrivent jusqu'à l'usine et est tamisé avant traitement afin d'extraire les déchets solides », répond Ibrahima Mendès.

L'on traite aussi les eaux de pluies. Mais, celles-ci n'entrent pas dans le système. On les fait passer par une autre conduite pour les déverser dans la mer. Parce que c'est une eau qui n'est pas chargée. Or, à la station, l'on fait un traitement biologique, ce qui veut que l'on ait besoin de nutriments pour les bactéries. Et cela provient essentiellement des eaux domestiques. L'eau de pluie est diluée, si on la laisse rentrer dans le système, cela va diluer le bassin biologique.

Prendre en charge plus de 80% de la consommation en énergie

Les responsables de l'usine veulent gérer le problème de l'énergie. En effet, traiter 92 000 m3 d'eaux usées par jour va augmenter les besoins en énergies. Déjà avec l'ancienne usine, la consommation tournait autour de 600 millions de FCFA par an. Avec l'extension, cela pourrait atteindre 800 à 900 millions de FCFA de consommation d'énergie. Pour supporter le coût énergétique, il est prévu de faire de la méthanisation. « A partir de cette station d'épuration, nous allons produire notre propre biogaz qui va servir pour la production d'électricité nécessaire pour faire fonctionner l'usine. Avec cette technique, la station pourrait prendre en charge plus de 70% de sa consommation en énergie ; des groupes

électrogènes ont été posés et vont pouvoir aider à prendre en charge la totalité des besoins en énergies. L'inquiétude qu'il y a actuellement est qu'il faudra produire assez de biogaz », a-t-il ajouté.

Que deviennent les eaux usées traités au sein de l'usine ?

« Nous avons mis en place un programme de valorisation des sous-produits. Cela consiste à donner de la valeur aux eaux usées après traitement, c'est-à-dire réutiliser les eaux et les autres sous-produits de l'assainissement, notamment les boues stabilisées. Depuis 2010, nous avons mis en place ce système. 5 700 m3 d'eaux usées traitées qui répondent aux normes de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) sont données aux maraichers. Il y a environ 180 périmètres de maraîchage dans la zone », fait savoir Pape Mbagnick Thiam, responsable du sous-projet valorisation à l'usine d'épuration des eaux usées ménagers de Dakar.

Tous les maraîchers qui sont dans la zone sont alimentés à partir des eaux traitées par la station. Cela va les aider à poursuivre leurs activités parce que les lacs qui sont dans la zone sont des lacs salés. Ils ne peuvent donc pas l'utiliser pour arroser leurs cultures. Ce qui arrive généralement, c'est qu'ils abandonnent leurs terres ou les utilisent pour d'autres usages comme les ateliers de mécanique. La station d'épuration leur vend donc de l'eau traitée. Le m3 est à 50 FCFA pour le maraîchage. Certaines entreprises viennent l'acheter pour l'arrosage des espaces verts et d'autres qui sont dans les bâtiments et travaux publics, pour la construction. A elles, l'on le vend à 200 FCFA le m3.

« Actuellement l'offre est supérieure à la demande. C'est la raison pour laquelle le reste est jeté à la mer. Si vous recevez 36 000 m3 d'eau chaque jour et que vous n'arrivez pas à tout écouler, vous risquez à un moment donné d'être inondé. L'eau qui est jetée à la mer a été traitée à l'avance. On a enlevé une bonne partie de la pollution. De plus, cette eau contient les aliments que nous consommons à la maison. Et puis nous jetons l'eau à 1 km 300 m. Il n'y a donc pas de danger pour les écosystèmes aquatiques », explique monsieur Mendès.

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
http://www.africa21.org / info@africa21.org
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva

nature

Christopher Bendana (Ouganda) ; Harmony on the farm: integrating crops, trees, goats and bees ; Nature, 25 August 2022.

To access the article : https://www.nature.com/articles/d41586-022-02337-z

Joshua Zake advises farmers in Kituntu, Uganda, about banana-crop production.Credit: Joshua Zake

Uganda's expenditure on research and development was 0.14% of its gross domestic product in 2014. This is one of the lowest in the world, according to the United Nations cultural organization UNESCO. But there are reasons for hope among the country's researchers. The government set up the Ministry of Science, Technology and Innovation in 2016, and Ugandan universities have awarded record numbers of PhDs in the past two years. Many scientists from Uganda who studied health and agriculture in other countries have returned home to bring back expertise and train the next generation of researchers.

Nature spoke to three Ugandan scientists about their studies abroad, their wish for more government investment in research and how they are working to improve the scientific endeavour in their home country. Here, environmentalist Joshua Zake talks about his integrated farming consultancy and how Uganda can improve its PhD training. (See the related Q&As: Jackson Orem and Mary Nyantaro.)

Until last December, Joshua Zake was executive director at Environmental Alert (EA), a Ugandan non-governmental organization based in Kampala. Its mission is to protect the environment and educate farmers in sustainable practices. He joined EA as an intern in 2002, after graduating with a bachelor's degree in agriculture from Makerere University in Kampala. In 2008, he earned a master's degree in soil science from Makerere, and in 2015 he finished a PhD in environment and natural resources at the University of Natural Resources and Life Sciences in Vienna.

Career resources for African scientists

He left EA in 2021 and now manages his own farm near Kayabwe, where he keeps goats and bees and grows coffee and eucalyptus, as well as indigenous trees and grasses. He also runs a consultancy there, through which he demonstrates how integrated-farming practices can promote climate-change adaptation, sustainable farming, and food and income security.

What work did you do at Environmental Alert and how did you rise from intern to executive director?

When my internship ended in 2003, I was promoted to programme assistant, and then senior programme assistant, working with small-scale farmers in the Central Region to improve their soil fertility using local animal manure. A few years after completing my master's degree, I applied to several universities in Europe and North America with ideas for research that could address gaps in information on sustainable farming and help Ugandan farmers struggling with drought.

Boosting banana nutrition for Ugandans

In 2011, I was accepted as a postgraduate student at the University of Natural Resources and Life Sciences in Vienna. From my PhD work, I brought back the idea of agroforestry in which farmers could grow coffee and bananas, along with trees such as eucalyptus, on the same farm. I advise Ugandan farmers on how to plant the right trees at the right time, and how to use organic fertilizers and mulching to allow their crops to flourish.

Shortly after I returned from Austria in 2015, I was promoted to deputy executive director at EA — and the following year I became the executive director.

Your research and consulting specialize in integrated farming — what does that mean?

Integrated farming works on a self-sustaining, circular model. My own 3.2-hectare farm, for instance, has eucalyptus trees integrated with coffee, indigenous trees and grasses, such as Musizi trees (Maesopsis eminii), Mutuba fig trees (Ficus natalensis) and calliandra and Napier grasses (Calliandra calothyrsus and Cenchrus purpureus). For the trees, my spacing is 3 metres by 3 metres (3 metres between trees and 3 metres between rows of trees). The spacing allows the trees to absorb nutrients effectively, and has improved the farms' productivity and environmental sustainability.

I have goats that eat the weeds and provide the manure. I also practise apiculture, and the bees pollinate the coffee plants. The farm, which I've had since 2010, is surrounded by indigenous mvule, or African teak trees (Milicia excelsa). Some of the crops feed deep in the ground, while others get nutrients from the topsoil. Also, planting coffee and bananas together creates micro-environments that limit pests and diseases. The coffee and eucalyptus trees are high-value commercial crops, whereas the indigenous trees conserve wildlife habitat and act as carbon sinks.

You did your bachelor's and master's studies here in Uganda but got your PhD in Austria. What differences did you notice in the two educational systems?

In Vienna, teaching was about empowering students. You are not only there to receive knowledge from your professor, but you are also an active participant in your studies: you are the lead on what to read and research. In the PhD programme, you are expected to take charge with minimum guidance from your supervisor. Access to information in Austria was very quick, supported by the university's subscriptions to leading journals. My PhD was the first step for me to contribute to sustainable-farming research in Uganda.

How can Uganda improve scientific training at its universities — especially at the PhD level?

We can talk about improvements after diagnosing the current challenges at universities such as Makerere, which include problems faced by students and supervisors, and at facilities. First, doctoral students need funding for the whole of their PhD programmes, so as to have complete focus on their education. Universities must also allocate resources and subscribe to top journals. As an external PhD-thesis examiner, I have noticed that students use literature reviews that are 20 years out of date because they lack access to recent publications.

University curricula need to be responsive to these challenges. In agriculture, for example, students should be taught about droughts because Uganda is experiencing more prolonged ones owing to climate change. Universities must also retain the best talent to train future

generations — whether that means recruiting professionals with practical experience or retaining excellent professors on contracts after they reach the retirement age of 65.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun-Rwanda : le tri-sélectif et les poubelles intelligentes font l'unanimité ; Afrik 21, 26 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/cameroun-rwanda-le-tri-selectif-et-les-poubelles-intelligentes-font-lunanimite/

Des autorités municipales camerounaises et rwandaises ont échangé leurs expériences respectives sur la gestion des déchets en zone urbaine. La mission conduite du 1er au 6 août 2022 à Kigali au Rwanda par la ministre camerounaise de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) a salué l'efficacité des poubelles intelligentes. Ce projet pilote lancé en novembre 2021, devrait s'étendre à toutes les villes d'Afrique subsahariennes où les systèmes de gestion des ordures s'avèrent inefficaces.

C’est une des découvertes marquantes de la mission de travail conduite du 1er au 6 août 2022 à Kigali au Rwanda par Célestine Ketcha Courtès, la ministre camerounaise de l’habitat et du Développement urbain. Des poubelles intelligentes. Il s’agit des poubelles fabriquées localement et équipées de capteurs pour surveiller les niveaux de déchets en temps réel. Les poubelles sont géo-localisées et contrôlées par un système via Internet. Les capteurs envoient des notifications en direct aux collecteurs de déchets concernant le niveau de remplissage des poubelles. Les ordures sont alors collectées et acheminées vers la décharge ou vers des sites de recyclage.

Ces poubelles ont des couleurs différentes selon le type de déchets. Les vertes sont destinées aux biodégradables, les bleues aux matières recyclables telles que le plastique et les papiers, alors que les grises sont destinées aux déchets électroniques. Aussi, les capteurs qui surveillent le niveau de remplissage des bacs à ordures sont alimentés à l’énergie solaire.

L’Alliance Smart Africa

Ces poubelles intelligentes, installées dans la ville de Kigali depuis novembre 2021, ont significativement amélioré la salubrité de la ville, faisant du Rwanda une référence africaine en matière de gestion durable des déchets. D’où l’intérêt du Cameroun de suivre l’exemple de ce pays d’Afrique de l’Est.

L’objectif de la mission conduite Rwanda par Célestine Ketcha Courtès consistait à prendre connaissance des bonnes pratiques et surtout d’identifier les technologies, techniques et projets innovants en matière d’assainissement et de gestion durable des déchets urbains. À terme, il s’agit pour la partie camerounaise de s’approprier l’approche rwandaise de gestion des déchets urbains afin de l’adapter dans les agglomérations camerounaises, en quête d’une technique d’assainissement urbain durable.

Une vision qui s’inscrit en droit ligne du projet pilote de poubelles intelligentes lancé à Kigali. L’initiatrice dudit projet, l’Alliance Smart Africa, entend étendre ces poubelles dans toutes les autres villes d’Afrique subsahariennes. Pour mémoire, l’Alliance Smart Africa regroupe 30 ministères africains en charge du numérique et l’Agence norvégienne de développement (Norad).

Zubaida Ismail (Ghana) ; DCM Chulick urges Ghanaian journalists to raise public awareness about environmental crimes ; August 26, 2022.

To access the article : https://zamireports.com/dcm-chulick-urges-ghanaian-journalists-to-raise-public-awareness-about-environmental-crimes/

Nicole Chulick, the United States' deputy chief of mission in Ghana, has urged journalists to help raise awareness about environmental crimes and the harm they cause to the environment and communities. Her Excellency Chulick told a group of media in Accra that the American government is beefing up enforcement operations and working to investigate and prosecute people who illegally traffic in wildlife, wood, fish, and animals.

She did, however, mention the obstacles to these efforts, which include a lack of public knowledge, a lack of public awareness of what nature crimes are or who contributes to them, and a lack of statistics.

"The USA government works with foreign government partners in a wide range of stakeholders to address nature crimes whether individually or as a group and we hope to leverage existing resources for greater effectiveness and efficiency," Chulick says.

She encouraged journalists to take an interest in environmental crimes to ask difficult questions of regulators as part of their watchdog duty and also point out policy gaps.

“Ghana is fortunate to have a strong history of press freedom and journalists like you can help educate people about nature crimes. You can help how the harm that nature crimes do to our communities and you can help create an understanding and ultimately, prevention of nature crimes,” Chulick hints. You can also ask tough questions and hold regulating agencies accountable when they do not protect natural resources.”

The journalists were taking part in a three-day environmental crime workshop organized by the Voice of America and the US Agency for Global Media in Accra.

Nature crimes such as illegal encroachment might raise the danger of disease spread says Chulick. “Disease transmission from wild animals to humans and the spread of these diseases by disrupting ecosystems, poaching wildlife, and exposing humans to new pathogens are all possibilities, and it is worth noting that ebola and marbug virus diseases have been found in bats and other animals sold as bush meat. As a result, these illegal nature crimes exercise those disorders.”

Every year, nature cirmes earn hundreds of billions of dollars for global organizations around the world. Because of its complexity and money generation, nature crimes are categorised as organized crime.

Ghana’s Wildlife Management Bill no longer in line with international best practices. They do not provide an adequate legal foundation for carrying out the Forest and Wildlife Policy and the Forest Development Management Plan 2016-2036. Similarly, the current legislation does not properly identify the goals and objectives of wildlife management and the many protected areas in Ghana, as well as the penalties for violations.

Mr Benito Owusu-Bio, the country’s deputy minister of lands and natural resources in charge of forestry disclosed that the government is stepping up law enforcement operations, including amending bills such as the Wildlife Management Bill.

“The Wildlife Bill which is currently before Parliament for passage into law is developed to create a legislative foundation for effective wildlife management,” Mr Owusu-Bio says.

The deployment of Rapid Response Teams to hotspots with the help of many security agencies and working with officials from Togo, Côte d’Ivoire and Burkina Faso to curb illegal overland exports were mentioned as part of the efforts to curb nature crimes.

“Suspension of reconnaissance, prospecting, and exploring activities in Forest Reserves, unless extraordinary conditions exist, placing a ban on the harvesting and export of Rosewood, Strengthening collaboration with GRA Customs and the Forestry Commission to prevent mislabeling of containers at the ports and development and implementation of wood tracking system to monitor timber from farm level to the export are also among the measures the government is taking to protect the environment.”

Rabah Karali (Algérie) ; 10% de la consommation d'énergie finale en moins d'ici 2030, selon l'APRUE par rapport à l'année de référence 2020 ; DZ Charikati, 27 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://dzcharikati.net/10-de-la-consommation-denergie-finale-en-moins-dici-2030-selon-laprue/

Le Programme national pluriannuel de maîtrise d'énergie (PNME) en Algérie, est en phase de réaliser de bons résultats sur le terrain comme en témoigne les chiffres enregistrés durant le premier semestre 2022. Dans un communiqué rendu public par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), il en ressort que des projets favorisant la maitrise de l'énergie ont été lancés et sont en cours d'exécution, enregistrant des taux d'avancement assez notables.

Cibler les secteurs énergivores

Selon l'APRUE, les projets en question, s'inscrivent dans le cadre d'une dynamique qui soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs énergivores du bâtiment, des transports et de l'industrie, tout en préservant la compétitivité et le développement du secteur industriel.

Encourager l'usage du GPLc

Ainsi, pour le secteur des transports, une approche graduelle, spécifique au contexte algérien, a été adoptée. Elle consiste, dans une phase intermédiaire, à encourager la substitution inter-énergétique, telle que l'utilisation de carburants moins polluants et disponibles, à l'instar du GPLc, selon le même texte.

Conversion de plus 41 000 véhicules thermiques dans 52 wilayas

A cet effet, annonce-t-on, durant les premiers mois de 2022, l'APRUE, dans le cadre du PNME, a déjà permis la conversion de 41.200 véhicules thermiques (à essence) au GPLc sur les 50.000 prévus, à travers les ateliers de 549 installateurs, sélectionnés par l'Agence, après un appel à manifestation d'intérêt national.

Ces installateurs sont répartis sur 52 wilayas, créant ainsi 1.700 emplois directs, indique le communiqué.

Une aide de 1,75 milliards de DA

Il y est également révélé que 50% des coûts d'installation sont supportés par l'État, pour un montant total d'aide, attribuée à l'opération, de 1,75 milliards de DA.

100 000 conversions d'ici à 2022

Un second projet de 100.000 conversions a d'ores et déjà été lancé et devra être finalisé d'ici la fin de l'année 2022, à travers 573 installateurs et pour un montant d'aide de 2,8 milliards de DA, note la même source, soulignant que ces conversions permettront d'économiser 225 millions de litres d'essence annuellement et d'éviter une émission directe de plus de 500.000 tonnes de CO2.

Mobilité électrique à partir de 2023

En parallèle à la substitution inter-énergétique, le PNME intègre la promotion et le développement des transports propres et durables, rappelle l'APRUE. Ainsi, l'Agence a réalisé une première étude détaillée sur l'impact du transport électrique sur la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.Cette étude a permis de faire un état des lieux du transport électrique (individuel et collectifs) dans le monde et en Algérie, de mettre en lumière les impacts énergétiques et environnementaux, ainsi que les perspectives du développement de la mobilité électrique en Algérie, indique le communiqué, ajoutant que les premiers projets du PNME de promotion de la mobilité électrique sont programmés dès 2023.

Isolation thermique

Pour le secteur du bâtiment, le PNME 2022 a ciblé le développement de l'isolation thermique de logements existants, la promotion de l'utilisation des chauffe-eaux solaires et la généralisation de l'éclairage efficace intérieur et extérieur (éclairage public).

A cet effet, relève-t-on dans le même texte, durant ce premier semestre 2022, l'APRUE a mis en œuvre plusieurs conventions d'application, signées entre le ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables et les secteurs concernés et intéressés.

Installation de plus de 25 000 luminaires dans 4 wilayas

Les engagements, en cours d'exécution, concernent l'installation de 25.350 luminaires efficace d'éclairage public dans les wilayas d'In Salah, Batna, Bouira et El M'Ghaier, l'installation de 120 chauffe-eaux solaires dans les wilayas de Batna et Bouira et 880 chauffe-eaux solaires dans les mosquées et les écoles coraniques, pour le compte du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, ainsi que le lancement de l'isolation thermique de 1.000 logements existants, de particuliers intéressés et éligibles, précise-t-on.

3 millions de lampes LED auprès des fabricants nationaux

Pour ces projets, l'APRUE a présélectionné les installateurs qualifiés de chauffe-eaux solaires et pour l'isolation thermique. En outre, l'APRUE a lancé un appel d'offre pour l'acquisition de 3 millions de lampes LED normalisées d'éclairage intérieur, auprès des fabricants nationaux, pour les mettre à la disposition des particuliers, avec une contribution de l'Etat à hauteur de 50% du prix de vente, informe le communiqué.

Audit énergétique, d'infrastructures ''type''

Par ailleurs, plusieurs opérations d'audit énergétique, d'infrastructures "type", ont été engagés par l'APRUE auprès de certains secteurs, tels que la santé (hôpitaux) et les Affaires religieuses (mosquées) afin d'évaluer le potentiel national d'économie d'énergie de ces secteurs.

Aide à la décision et aide à l'investissement

Pour le secteur de l'industrie, l'APRUE a mis en place deux dispositifs techniques, méthodologiques et financiers destinés aux industriels : l'aide à la décision et l'aide à l'investissement, selon le communiqué. Le premier consiste à accompagner les entreprises industrielles pour la réalisation d'études de faisabilité pour des actions d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations industrielles, indique-t-on, ajoutant que le second dispositif consiste à co-financer, à travers le fonds dédié de l'État, les projets d'investissement contribuant à améliorer et à optimiser les process visant à réduire la consommation énergétique.

16 industriels retenus

En 2022, 16 industriels ont été retenus dans le cadre de ce programme, selon le même texte. Un bilan national détaillé sur la consommation énergétique finale, nationale et par secteur d'activité, et une analyse de la tendance des indicateurs d'efficacité énergétique, seront prochainement publiés par l'APRUE, souligne le document, rappelant que l'Algérie, en misant sur le potentiel énorme de l'efficacité énergétique, vise une réduction d'au moins 10% de sa consommation d'énergie finale, d'ici 2030, par rapport à l'année de référence 2020.

John Tsongo (RDC) ; Nord-Kivu : Mise en place du plan d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu, GIZ et ABAKIR à l'œuvre ; 27 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://panaradio.org/nord-kivu-mise-en-place-du-plan-damenagement-et-de-gestion-du-bassin-hydrographique-du-lac-kivu-giz-et-abakir-a-loeuvre/

La ville de Goma (Province du Nord-Kivu en RDC), a abrité du Jeudi 25 à ce Vendredi 26 Aout 2022, un atelier sur "la gestion de la biodiversité et des écosystèmes du bassin du Lac-Kivu de la ville de Goma".

Cet atelier organisé par l'autorité du bassin du lac Kivu et de la Ruzizi (ABAKIR ndlr) partenaire de la Deutsche Gesellschaft fur International Zusammenarbeit, « GIZ », dans la mise en œuvre du projet « d'Appui à la gestion intégrée des eaux transfrontalières du lac Kivu et de la rivière Ruzizi », a réuni une cinquantaine des personnes qui ont réfléchi 48 heures durant, autour de "la gestion de la biodiversité et des écosystèmes du bassin du Lac-Kivu de la ville de Goma".

Un atelier pour quelle catégorie sociale ?

Parmi les catégories de personnes conviées à cette séance, figuraient les chefs des divisions provinciales de l'environnement, de l'agriculture ; de la pêche ; du transport et voies de communication ; de la santé ; des ressources hydrauliques et électricité ; la force navale ou encore la police lacustre et nombreuses autres parties prenantes actant dans le domaine lacustre.

Un atelier avec un objectif bien cadré !

L'atelier en soi, vise à renforcer les capacités des différentes parties prenantes, sur la nécessité qu'il y a de constituer un noyau d'acteurs capables de veiller efficacement sur la bonne gestion de l'écosystème du Kivu et de la Ruzizi, et le maire de Goma, le commissaire supérieur principale Kabeya MAKOSA François l'a même résumé en une « élaboration des instruments de gestion incluant un plan d'action et un schéma directeurs, d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu ».

Pourquoi former les parties prenantes à la gestion du bassin ?

Revenant sur la présentation du projet au nom de la GIZ, le conseiller technique à la matière, Monsieur Manassé LWIMO (GIZ Nexus WEF/Kivu Project), a dévoilé l'objectif global du projet qui est entre autres : « l'Amélioration de la gestion hydraulique opérationnelle du bassin du Kivu ».

C'est au cours de cette étape qu'il a révélé que l'approche « renforcement des capacités des parties prenantes à la gestion du bassin » était l'une des actions que prévoyait le projet.

3 ans d'exécution du projet… Pour quel impact ?

Quant à ce point, Manassé est revenu sur les acquis du projet, évoquant notamment l'étude de base à rapport avec la gestion de base du Lac-Kivu, la mise sur pied, du plan d'action stratégique sur le bassin, et le renforcement des capacités des parties prenantes à la gestion du bassin à Goma, Bukavu, Minova, Nyabibwe et Bweremana, coté RDC, et Rubavu coté Rwanda, et enfin, la mise en œuvre des projets de gestion rationnelle des déchets qui contribuent pour beaucoup, à la pollution de l'écosystème lacustre du Kivu.

Secteurs clés du projet

Manassé LWIMO a fait savoir que ce projet exécuté par l'ABAKIR, intervient dans l'amélioration de l'accès à l'eau ; l'exploitation et le développement de l'hydro-électricité ; et l'agriculture qui inclue l'agriculture au vrai sens et la lutte contre les érosions sur les bassins versants du lac Kivu.

Partenariat GIZ-ABAKIR, une affaire de la mairie de Goma ?

Dans son allocution prononcée jeudi à l'occasion de l'ouverture de l'atelier, le Maire de Goma, le Commissaire supérieur Principal Kabeya MAKOSA François, a fait sien le projet, en allant jusqu'à appeler sa population à plus de responsabilités dans la gestion des eaux du Lac-Kivu, qu'il qualifie d'unique ressource hydrique dont elle dispose.

C'est d'ailleurs ainsi, qu'il a demandé à tout citoyen de Goma de s'abstenir de jeter dans les eaux du Lac-Kivu, tout ce qui le rendrait insalubre, allusion faite aux déchets de tout genre, y compris plastiques et tranches de fer.

Pour autant, l'autorité urbaine a émis le vœu de voir les participants à cet atelier "élaborer des instruments de gestion incluant un plan d'action et un schéma directeur, d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu."

Il a enfin signifié que la bonne sauvegarde du bassin du Lac-Kivu qui constitue par-dessus tout, une eau transfrontalière, « vise l'échange des informations et des données ; la gestion intégrée et durable des eaux transfrontalières ; la mise en œuvre des programmes et projets communs et du soutien multilatéral de la gestion des eaux… » Tel que le veut d'ailleurs, la loi numéro 15/026, portant sur la gestion de l'eau, du 31 Décembre 2015.

GIZ partie, ABAKIR prend la relève ?

Amorcé l'an 2019, le projet « d'Appui à la gestion intégrée des eaux transfrontalières du lac Kivu et de la rivière Ruzizi », prend fin en Octobre 2022. Et pour assurer sa continuité, le coordonnateur adjoint chargé de programme au sein de l'ABAKIR, Monsieur Charles HAKIZIMANA croit savoir que plusieurs projets visant à transformer les déchets plastiques en pavés, en briques et autres objets divers, seront toujours financés dans le but de faire efficacement face à la pollution plastique des eaux du Lac-Kivu. Tout cela, dans le but de « diminuer la pollution dans le bassin et augmenter la quantité et la qualité de l'eau ». Charles a également fait savoir, que l'ABAKIR, se bat toujours jusqu'ici, pour chercher à obtenir sa ratification par les Etats sous son influence, en l'occurrence la RDC, le Burundi et le Rwanda.

Boris Ngounou (Cameroun) ; CAMEROUN : les peuples meurtris par le changement climatique, lèvent la voix vers la COP27 ; Afrik 21, 29 août 2022.

En prélude à la 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27), African Center for Advocacy publie un rapport sur deux communautés camerounaises situées en première ligne de la crise climatique. Le document présente les témoignages des habitants de Kakou et d'Ouro Garga. Deux localités du nord du Cameroun, où les effets du changement climatique ont considérablement affecté les moyens de subsistance des populations.

Pour écouter le reportage : https://youtu.be/e6ou0_vIbpM

Victor Gbonegun (Nigeria) ; Experts seek councils' autonomy to boost cities' resilience ; The Guardian, 29 August 2022.

To access the article : https://guardian.ng/property/experts-seek-councils-autonomy-to-boost-cities-resilience/

Dean, Faculty of Environmental Sciences, University of Lagos, Prof. Modupe Omirin (left); Chairman, CoE Advisory Board, Prof. Oluwole Familoni; Deputy Vice Chancellor, Academics and Research, Prof. Bola Oboh; Director, Centre for Housing and Sustainable Development (CHSD), Prof. Timothy Nubi and Co-Director, CHSD, Prof. Taibat Lawanson at the third yearly urbanisation and habitable cities conference in Lagos.

Towards making cities resilient, Urban development experts have advocated the need to strengthen local councils' capacity and institutions across the country and Africa to achieve economic survival, effective management of urban and rural shocks such as homelessness, flooding, epidemic, fire disasters, climate change and infrastructure deficit.

They noted that compounding issues in healthcare, economy and society have exposed the fragilities of cities' governments, businesses and communities to thrive, hence the need for proper physical and budgetary autonomy for councils.

According to them, cities have opportunity to prioritise investment initiatives and projects that meet the inter-connected needs of multiple systems and yield multiple benefits if local councils are granted freedom to play a leading role in physical development.

The experts spoke at the third yearly urbanisation and habitable cities conference, entitled, 'Strengthening resilience in Africa,' organised by the Centre for Housing and Sustainable Development (CHSD), University of Lagos.

Leading the call, the Director of CHSD, UNILAG, Prof. Timothy Nubi, said it is frightening to note that by 2035, 70 per cent of Africa's population will be living in cities with the huge rate of migration.

He explained that the role of local councils is huge in ensuring resilience as the first point of call, adding that as seen in Nigeria and other parts of the world, they are described as 'from Cradle to Grave.' Nubi observed that the quality of local communities would determine the level of resilience against shocks.

The CHSD's director said: "It's time to get our hands down to working with our colleagues in governance. Further capacity building/training on grant applications, effective, wider and better dissemination of activities within the centre.

Given the impacts we have made, the UK Research and Innovation has extended our activities till May 2023, and we want to focus on supporting PhD students and early career researchers across Africa."

The Global Director and Operations/Regional Director (Africa) Resilience Cities Network, Dr. Dana Omran, said building resilience is a generational work that requires an 'all hands must be on deck' approach with universities, research institutions supporting the cities to collect and analyse urban data, support technical project development and apply framework/tools to promote more sustainable and resilient long-term planning.

The Vice-Chancellor, University Of Lagos, Prof. Oluwatoyin Ogundipe, said resilience is required in all ramification, adding that it is embedded in the administrative structure, as well as crafted programmes of the university towards providing critical workforce to fill manpower gap in the nation's labour space.

Represented by the Deputy Vice Chancellor Academics and Research, Prof. Bola Oboh, Ogundipe observed that the African Research Network for Urbanisation and Habitable Cities (AR-NUHC) under the ARUA Centre of Excellence for Urbanisation and Habitable Cities, University of Lagos, has consistently been a trailblazer and provided unique platforms to engage, research and co-produce local knowledge and workable solutions to Africa's challenges.

Co-Director, CHSD, Prof. Taibat Lawanson, emphasised the need for local level planning and indigenous knowledge system of urban planning and survival.

She lamented poor relationship between the knowledge institutions and policymakers. She said: “The challenge for researcher is bridging the gap, providing the evidence for policymakers to make decisions. The new urban agenda tells us that urban development will be made or marred at the local level. Across our cities, the weakest link to urban development is the local government system.”

The Chairperson, local organising committee of the conference, Prof. Modupe Omirin said the conference was organised due to concern with the physical, environmental, economic, social as well as administrative manifestations of urban shocks, their consequences, the articulations of urban dwellers’ efforts to cope while building back after each episode to ensure continuity in the habitat.

Omirin noted that 25 papers were considered out of 56 submitted, stressing that they emanate from rich combination of fields from 12 universities across five countries.

Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le braconnage des rhinocéros demeure critique malgré une légère baisse ; Afrik 21, 29 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/afrique-le-braconnage-des-rhinoceros-demeure-critique-malgre-une-legere-baisse/

La survie du rhinocéros est inscrite à l'ordre du jour de la 19e réunion de la Conférence internationale sur les espèces en danger (Cites), qui se tiendra en novembre 2022 à Panama. En prélude à cet événement, un récent rapport de l'UICN indique que de braconnage des rhinocéros africains a atteint 2,3% en 2021, contre 3,9% en 2018. Malgré ce taux qui ne cesse de diminuer depuis le pic de 5,3% observé en 2015, l'UICN maintient l'alerte sur la situation critique des rhinocéros d'Afrique.

Le braconnage et le commerce illégal des rhinocéros demeurent inquiétants en Afrique. D'après un rapport publié le 22 août 2022 par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), de 2018 à 2021, 2 707 rhinocéros ont été braconnés sur l'ensemble du continent africain, dont 90% en Afrique du Sud.

Si un relâchement de la pression humaine a été observé sur le rhinocéros, y compris le reste de la faune sauvage à cause des restrictions imposées par la pandémie de la Covid-19, le trafic a repris juste après la levée des restrictions en 2021. Le braconnage est ainsi reparti à la hausse dans certains pays, notamment en Afrique du Sud, où 451 rhinocéros ont été tués illégalement contre 394 en 2020. Globalement, la population de rhinocéros

d'Afrique a diminué d'environ 1,6% par an, passant d'une estimation de 23.562 individus en 2018 à 22.137 à la fin de 2021.

Une baisse relative malgré tout

Ces données sur le braconnage des rhinocéros africains restent toutefois, nettement inférieures à ceux enregistrés lors du pic de 2015, lorsque l'Afrique du Sud à elle seule a perdu 1 175 rhinocéros à cause du braconnage. Le taux de braconnage des rhinocéros sur le continent avait alors atteint 5,3%, loin des 3,9% de 2018 et des 2,3% de 2021.

Cette tendance à la baisse, Sam Ferreira, spécialiste des rhinocéros d'Afrique à l'UICN l'explique par la combinaison de plusieurs facteurs. « Il s'agit notamment d'une meilleure coopération locale en matière d'application de la loi, d'une collaboration internationale entre les États (…) ainsi qu'une réduction de la demande de cornes de rhinocéros », indique-t-il.

Pour Traffic, le réseau de surveillance du commerce de faune et de flore sauvages, la vigilance doit rester de mise. « La surveillance continue et cohérente du commerce illégal est vitale », affirme Sabri Zain, le directeur de la politique de Traffic. Ce dernier souligne la nécessité d'un plus grand partage d'informations critiques telles que les échantillons d'ADN entre les pays touchés par le commerce illégal de spécimens de rhinocéros.

Ce rapport de l'UICN intervient à la veille de la 19e réunion de la Conférence internationale sur les espèces en danger (Cites). L'événement qui se tient en novembre 2022 à Panama, sera le cadre idéal pour des discussions au sujet de la protection du rhinocéros d'Afrique.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Préservation des ressources naturelles : Randonnée dans le sanctuaire du génie protecteur Baï-Sang ! Le Papyrus, 31 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://lepapyrus.info/preservation-des-ressources-naturelles-randonnee-dans-le-sanctuaire-du-genie-protecteur-bai-sang/

Lors d'une journée peu ensoleillée, un groupe de journalistes organisés par le Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique s'est rendu dans le sanctuaire du génie protecteur Baï-Sang ; la réserve naturelle de la Somone pour en inspecter les coins et les recoins. La Somone est une réussite en matière de préservation des ressources naturelles en lien avec la culture et l'économie locales.

La réserve naturelle de la Somone est bâtie sur l'embouchure de la rivière du même nom. Elle se situe dans le département de Mbour dans la région de Thiès. Il s'agit d'une station balnéaire réputée située sur la petite côte du Sénégal, à 77 km au Sud de Dakar. Le nom Somone vient d'une ethnie qui s'appelle Somono Somono, originaire du Mali et qui s'est installée au Sénégal.

Cette ethnie s'était spécialisée dans la pêche et revendait les produits aux autres populations. Sa présence a donné naissance au village de la Somone. Ce bras de mer a un écosystème très varié. Entre-temps, les écosystèmes riches comme la mangrove, les produits halieutiques etc… qui peuplaient cette zone s'étaient dégradés à cause de l'action de l'Homme. Grâce aux actions concertées des populations riveraines et des agents de l'État, un effort important de restauration et de conservation est a été réalisé. « Depuis 1999, la réserve naturelle d'intérêt communautaire de la Somone a été créée à la demande des populations à travers la délibération du Conseil rural », a relaté Saliou M'bodj, éco-garde dans la réserve naturelle de la Somone.

Un effort de transmission a été effectué pour faire des jeunes générations, les défenseurs, gardiens, conservateurs, protecteurs etc… de cette richesse naturelle. « Il y a quatre ans, l'on s'est rendu compte que les tortues marines sont en train de revenir, spécialement la tortue verte. Or, cela fait plus de 15 ans que l'on n'avait plus vu autant de tortues marines venir pondre sur nos côtes. Nous avons recensé plus de 1000 bébés tortues que nous avons raccompagnées à la mer », explique Saliou M'bodj.

Selon certaines études, la réserve de la Somone est constituée de 60 espèces de végétaux et de 43 espèces de poissons. Il y a aussi beaucoup d'espèces d'oiseaux.

La mangrove, une authenticité de la réserve de la Somone

Au cœur de la réserve de la Somone se trouve ce qu'on appelle « le sentier écologique ». Il s'agit d'un parcours d'1,5 km qui permet aux visiteurs de se rendre compte de la richesse

dont dispose la réserve. On peut constater la présence de la mangrove à perte de vue, un écosystème dont la restauration a été possible grâce aux techniques de régénération naturelle et aux campagnes de reboisement auxquelles les populations sont associées.

La réserve naturelle d'intérêt communautaire de la Somone s'étend sur 4000 hectares. « L'authenticité de la Somone, c'est sa mangrove », révèle le lieutenant Chérif Khatab Diop, agent conservateur. La mangrove est un milieu riche en nutriments minéraux et organiques issus d'une matière organique en décomposition particulièrement abondante.

Celle-ci, constituée essentiellement de feuilles de palétuviers, alimente une flore bactérienne et fongique considérable à la base d'une vaste chaîne alimentaire. La mangrove est l'un des milieux les plus riches de la planète.

Écotourisme, ostréiculture et pêche pour créer des emplois verts

Le développement de certaines activités comme l'écotourisme, l'ostréiculture (culture des huîtres) et la pêche permettent de créer des emplois verts et de fixer les populations sur place. En matière de pêche, il y a des règlementations strictes et un repos biologique est annuellement imposé.

« Les pêcheurs ont tendance à ne pas faire une sélection des espèces à capturer. Cela met en danger la survie de plusieurs d'entre elles. Nous sommes obligés de faire des sorties régulières pour constater le niveau de fréquentation de la réserve », déclare le lieutenant Diop. L'écotourisme s'est également développé autour de la lagune de la Somone.

La Somone n'est pas loin de Saly, le site qualifié du « Saint-Tropez » sénégalais. Pendant la saison touristique, on y voit plus d'Occidentaux que de Sénégalais. A un moment donné, Saly a connu le phénomène de l'érosion, sans doute dû à la construction d'hôtels et d'autres actions. Cela fait que là-bas, il n'y a pratiquement plus de paysages naturels à voir. Désormais, les touristes se sont tournés vers la Somone.

« C'est pour cela que lorsque la réserve a été créée en 1999, on a instauré un règlement intérieur. C'est un moyen de régulariser les visites. Il fallait réfléchir à un moyen d'aider les populations qui ont participé à la restauration de ce site, d'en profiter. En 2007, un système de tarification a été mis en place. A partir de ce moment, toutes les activités que les visiteurs viennent faire autour de la lagune sont payantes. Les permis d'accès évoluent de 500 FCFA à 100 000 FCFA selon le type d'activité à faire. Le but premier étant de conserver les écosystèmes, il faut que l'activité soit compatible avec les objectifs de conservation », explique l'écogarde Saliou M'bodj.

Un Comité de gestion est mis en place pour faire le bilan des activités chaque deux mois, faire des évaluations et prévoir d'autres. Les membres de ce comité sont les représentants des jeunes, le représentant du chef du village originaire, les écogardes, les piroguiers, les restaurateurs, l'association des riverains de la Somone, le syndicat du loisir et du tourisme, les agents techniques de l'État.

En ce qui concerne l'argent qui est collecté, il y a une répartition qui en est faite. Il y a 20% des ressources qui sont destinées aux femmes appartenant aux communautés riveraines pour la mise en place des activités génératrices de revenu. 20% de ces revenus permettent de motiver les 12 écogardes qui travaillent sur le terrain, tandis que 40% des revenus servent à faire des activités d'aménagement et d'entretien de la lagune.

5% des ressources vont à la commune de la Somone, 5% pour la commune de Sindja. Les 10% restants servent à accompagner les agents techniques de l'État. L'ostréiculture est essentiellement pratiquée par les femmes autour de la lagune. « Voici les huîtres que nous récupérons au sein de la mangrove. Nous les cueillons avec des couteaux parce qu'elles sont collées à la racine de la mangrove. Parfois aussi, nous les achetons auprès des plongeurs qui vont les chercher au fond de la mer, ou les pêcheurs qui les capturent avec leurs filets », nous a confié l'une d'entre elles.

L'autorité de l'État s'applique à travers les agents conservateurs

Les éco-gardes qui sont plus des volontaires issus de la communauté sont soutenus par les agents conservateurs envoyés par l'État à travers la Direction des aires marines communautaires protégées logées au ministère de l'Environnement. Les éco-gardes servent de jonction entre les agents conservateurs, des corps habillés, et les populations. « Les civils entre eux ne peuvent pas régler le problème. Il va falloir prendre des initiatives pour leur faire comprendre qu'il y a une autorité qui est là et que ce dernier est chargé de faire la coordination et de réglementer les activités », affirme le lieutenant Chérif Khatab Diop. Il y a des velléités tendant à marchander les terres de la réserve naturelle. Cela fait que les populations ont un peu perdu leur emprise sur ce patrimoine.

« Nous sommes donc là pour faire comprendre qu'une réserve est une zone qui doit être protégée et sauvegardée. Les activités humaines qui réduisent considérablement l'étendue de la réserve doivent prendre fin. Nous faisons un travail très difficile, mais nous bénéficions de l'appui de l'État », a poursuivi le lieutenant Chérif Khatab Diop.

Baï Sang veille sur la réserve naturelle de la Somone

Selon la culture locale, la réserve naturelle de la Somone est protégée par un génie du nom de Baï Sang. Cela signifie « père Jean » en français. Ce génie protecteur se situe quelque part au milieu de la lagune, sur une terre ferme. Il est représenté par un baobab nain et est entouré de coquillages.

« Il y a une famille au niveau de la Somone qui se charge de lui faire des offrandes. Quand le génie manifeste sa colère, il y a une personne de cette famille qui est possédée par l'esprit de Baï Sang. Et la personne se met à parler le français comme un blanc. Or ce sont souvent des gens qui n'ont jamais fréquenté l'école et n'ont jamais appris le français. Par ailleurs, ils font les mêmes pratiques que les blancs pendant qu'ils sont possédés. Ils mangent avec des couverts, fument la cigarette, et boivent de l'alcool alors qu'en temps normal, ils ne le font pas. Quand une telle situation se produit, ils se disent qu'il est temps de venir faire des offrandes au niveau de la lagune. D'autres personnes viennent aussi ici faire diverses offrandes. Et selon plusieurs témoignages, lorsque l'on fait des vœux auprès de Baï Sang, ils se réalisent », a raconté M'bodj l'écogarde.

Boris Ngounou (Cameroun) : COP27 : pour, Sameh Choukri, il faut sortir l'Afrique de l'injustice climatique ; Afrik 21, 31 août 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.afrik21.africa/cop27-pour-sameh-choukri-il-faut-sortir-lafrique-de-linjustice-climatique/

La Semaine africaine du climat, l'une des réunions de préparation à la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP27), s'est ouverte le lundi 29 août 2022 à Libreville au Gabon. En présence d'un millier de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'ONG et du secteur privé de tout le continent, le ministre égyptien des Affaires étrangères et président de la COP27 a dénoncé l'injustice climatique dont est victime l'Afrique. «Il n'y aura ni sursis, ni plan B à la COP27 », avertit Sameh Choukri.

L'Afrique veut sortir de l'injustice climatique dont elle est victime depuis des années. C'est l'objectif principal de la Semaine africaine du climat, l'une des réunions de préparation à la 27e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27), prévu en novembre à Charm El-Cheikh en Égypte. L'objectif de cette semaine ouverte le 29 août 2022 à Libreville au Gabon, est de fédérer les négociateurs africains de la COP 27 autour d'un plaidoyer commun.

« Le moment est venu pour nous, Africains, de prendre notre destin en mains », déclare Ali Bongo Ondimba le chef de l'État gabonais, en déplorant à l'unisson de tous les intervenants

la situation climatique de l'Afrique. Le continent est responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de CO2, mais paie le plus lourd tribut au réchauffement climatique.

« L'Afrique est obligée, avec des ressources limitées et un niveau de soutien très faible, de dépenser 3% de son PIB annuel pour s'adapter à ces impacts », renchérit Sameh Choukri, le ministre égyptien des Affaires étrangères et président de la COP27. Il dénonce par la même une « injustice climatique » et fustige « nombre de pays développés qui ont renié leurs engagements ». « Il n'y aura ni sursis, ni plan B à la COP27 », avertit le diplomate égyptien.

Les 100 millions de dollars par an, ne sont plus suffisants

Les pressions annoncées sur les pays du G20 par les négociateurs de la COP27 sont d'autant plus pertinentes que les effets du changement climatique s'annoncent davantage graves en Afrique.

Selon les dernières analyses du centre de prévisions climatique régional de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), la terrible sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique, la pire depuis 40 ans, risque encore de s'aggraver. La saison des pluies qui va d'octobre à décembre avec près de 70% des précipitations annuelles dans certaines régions, comme dans l'est du Kenya, sera tardive avec une quantité moindre, selon l'Igad.

Pour Tanguy Gahouma, le président du groupe des négociateurs africains lors de la COP 26 de 2021 à Glasgow, « les 100 millions de dollars par an qui étaient promis ne sont plus d'actualité parce qu'ils ne correspondent plus aux objectifs actuels. Ils ont été promis à Copenhague (COP15 en 2009, NDLR) et aujourd'hui, nous devons passer à de nouveaux objectifs en cohésion avec les réalités du terrain. ».

La feuille de route issue de la Semaine africaine du climat sera la position commune de l'Afrique à la COP 27.